

le monde  
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste  
adhérent de l'Unité nationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

Notre combat  
est dans la rue!  
pas dans les urnes



M 02137 - 1474 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

Si le travail était une bonne chose, les riches le  
garderaient pour eux.

Anonyme

hebdo n° 1474

du 19 au 25 avril 2007

# Sommaire

Une **rencontre** plutôt amicale, par Laurent, page 4

Espoirs déçus à **PSA Aulnay**, par J.-P. Germain, page 5

**L'autruche** court comme un lapin, par F. Ladrisse, page 5

**Brèves** à propos de la lutte, page 6

Un candidat **dégénéré**, par J.-M. Traimond, page 7

Une **campagne** bien attristante, par R. Dadoun, page 9

**Éthique** et entreprises, par M. Gilloux, page 11

Ministère de la **crise du logement**, par El Niño, page 14

Démocratie **participative**, par T. Périssé, page 16

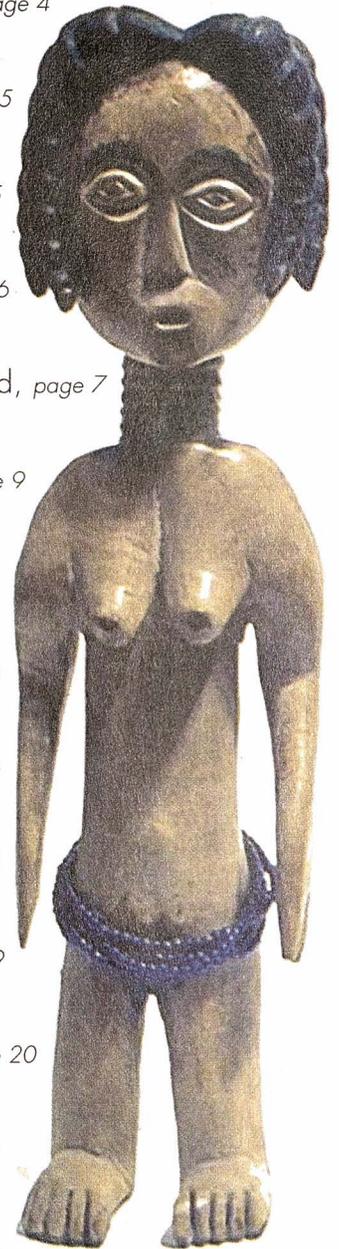
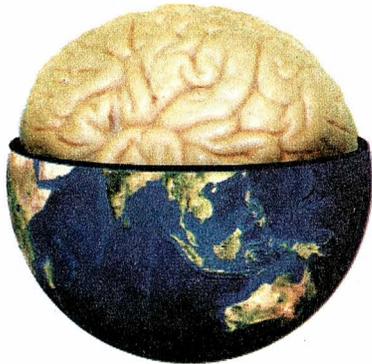
Des **enfants** en enfer, par Paco, page 18

Itinéraire d'un **communiste déçu**, par F. Roux, page 19

La vie du mouvement, page 20

**Radio** libertaire, page 22

**Agenda**, page 23



La rédaction remercie Babouse et le journal CQFD pour le dessin paru en une du N° 1472.

## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Quand vous aurez votre hebdomadaire préféré entre les mains, le premier tour de l'élection du roi des grenouilles sera à peu d'encablures. Jusqu'au dernier moment les coassements des prétendants au trône provoqueront un vacarme assourdissant autant que cacophonique (mais cacophonique serait plus juste) soyez-en assurés.

Le ridicule ne tue plus depuis longtemps – et c'est bien dommage –, sinon moult batrac(hi)ens seraient passés *ad patres* pour le plus grand confort de nos oreilles. L'un se vautre dans la fange du sinistre Gobineau tout en expectorant des tirades de Jaurès. Une autre prend des accents de Déroulède et confesse simultanément qu'elle voue une tendresse particulière à Louise Michel.

Des créatures amphibies émergent de la mare aux relents fétides, la bave aux coins de la gueule et, dans un spasme de jobardise absolue, décrètent qu'elles sont les Gracques et Spartacus qui balaieront les iniquités du temps présent par la seule magie de leur verbe.

Oh ! il peut bien saliver de contentement l'homme-tinette juché sur son visqueux promontoire de Montretout ! Son art à déverser des sanies dans la mare publique est tel qu'il a bien contribué à faire de cette dernière un quasi-cloaque.

Bien puissant est l'anophèle des élections. À preuve, même les têtards les plus modestes sont frappés par la fièvre de la pêche aux voix. Ainsi celui qui, pour séduire l'hélicologiste de TF1, tourne vers lui un regard de crapaud mort d'amour.

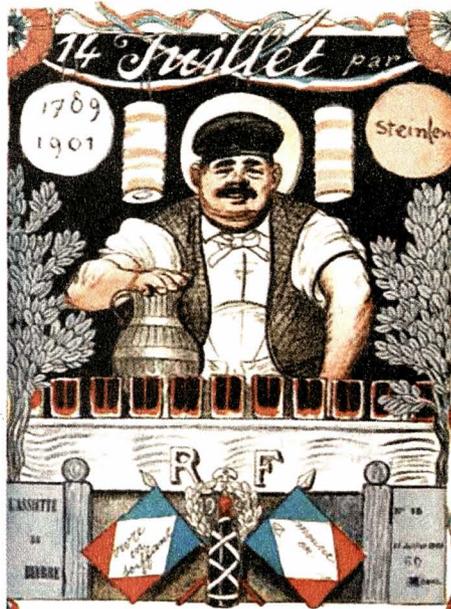
Décidément, entre le miasme et la jonquille le printemps aura fait son choix... ou plutôt nous l'aurons laissé se perdre dans le marais.

Ainsi va la démocratie dite représentative, et celle-ci de faire les délices de doctes personnages qui péroreront et s'esbaudiront jusqu'à la soulerie devant ce qu'ils considèrent comme la forme la plus aboutie (emboutie?) du « pouvoir citoyen ».

Le roi des grenouilles n'est pourtant que le grand chambellan d'une inamovible Régence qui tire les ficelles depuis les conseils d'administration du CAC 40. Mais cette marionnette affublée d'un costume de laquais en grande livrée possède néanmoins un pouvoir de nuisance considérable... C'est que le premier serviteur des possédants commande lui-même aux autres zélés domestiques de l'appareil d'État, flics et juges en particulier !

Pourtant imaginons qu'un éclair de lucidité éclaire soudainement trop de consciences assoupies et obscurcies par ce médiocre sortilège. Que verraient-elles alors ? D'un côté un rite grotesque qui consiste à choisir la couleur et l'épaisseur de notre laisse et de l'autre de libres printemps au goût de rouges cerises.

## Ni dieu, ni maître



EN TIRANT LE VOILE de l'isoloir pour aller secrètement, telle une chose honteuse, glisser dans une lettre anonyme le bout de papier représentant leurs espérances, les votards vont abdiquer leur dignité d'« êtres libres » au profit du maître qu'ils se seront choisi. Bleue, blanche, rouge, rose ou verte, quelle que soit la couleur des chaînes qu'ils se choisiront, ils deviendront les « choses » de leur maître, qui les livrera pieds et poings liés aux opérateurs du marché.

Si nous, anarchistes, refusons de participer à cette mascarade, ce n'est pas parce que nous sommes contre tel ou tel candidat, ou que nous pensons qu'aucun des candidats qui se présente ne nous convient. Non, c'est le principe même de la délégation de pouvoir que nous refusons. Aucun candidat, se dirait-il libertaire ou même anarchiste, ne saurait trouver grâce à nos yeux. L'histoire nous a montré qu'aucun homme, même le plus sincère, le plus dévoué, le plus honnête, ne peut user du pouvoir sans que celui-ci ne le corrompe, rongé sa volonté et ses sentiments envers ses semblables, telle une malédiction...

Ce que nous proposons, nous, c'est le libre fédéralisme, basé sur l'égalité économique et sociale entre toutes et tous. Chacun doit participer à la gestion de ce qui le concerne, et quand nous mandaterons quelqu'un ou quelqu'une, nous ne lui délèguons pas notre pouvoir, mais au contraire nous lui donnons mandat impératif de porter la volonté et les idées dont nous avons débattu ensemble. Nos mandats sont révocables à tout moment, contrairement aux élus de la république que l'on doit subir pendant des années.

Si nous ne participons pas à ce simulacre de démocratie qu'est le suffrage universel, nous ne nous désintéressons pas pour

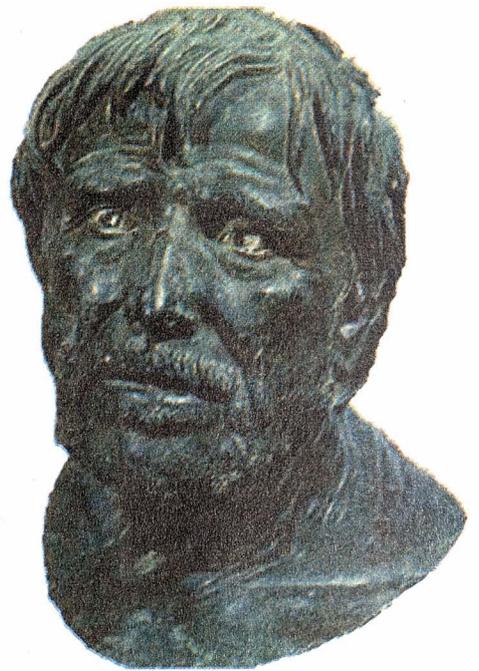
autant de la chose publique, mais nous nous apercevons que c'est dans la rue, par la lutte, que nous pouvons gagner des avancées sociales, pas par les urnes. Quel que soit le candidat ou la candidate élue au terme de ce cirque qui depuis des mois obstrue la pensée de nos concitoyens, il sera redevable envers ceux qui ont investi des sommes considérables dans ces élections; et ceux-ci ne sont pas de notre classe sociale. Quel que soit le résultat, il nous faudra lutter pied à pied, ne serait-ce que pour conserver les acquis que nos prédécesseurs ont obtenus par leur combat, à travers leurs organisations de classe. Ce n'est pas parce que la gauche, fut-elle populaire, arrivera au pouvoir, que les réalités économiques du monde où nous évoluons changeront. Le capitalisme n'est pas soluble dans les urnes !

Nous ne stagnons pas non plus dans l'attente d'un grand soir messianique hypothétique, orchestré par une avant-garde plus ou moins éclairée. Nous pensons que, par nos actions et notre propagande, nous amènerons de plus en plus d'individus à prendre conscience que personne ne peut décider à notre place, que la classe dite populaire a les capacités de prendre ses affaires en main, et que toutes et tous ensemble nous avons le pouvoir d'abolir le capitalisme et toutes les formes d'oppression.

Ce que nous voulons, c'est une révolution économique et sociale, que le monde change de base, et que l'individu, qui aujourd'hui n'est rien, devienne tout. Les classes dirigeantes, complices de celles possédantes, nous oppriment et nous exploitent depuis trop longtemps. Mais gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront...

Christophe Danis

# Dialogue Place Beauveau



**Michel Onfray :** Comment en êtes-vous arrivé à Sénèque?

**Nicolas Sarkozy :** Par un ami... Ce livre au milieu des épreuves m'a touché parce qu'il était à la fois très simple et très profond, tout simplement beau.

**M.O. :** En voilà un qui a vu le pouvoir de près avec Néron...

**N.S. :** Effectivement, Sénèque était dans l'entourage de Néron et trouvait quelques vertus dans cet abominable type qui couchait avec sa mère et se vautrait dans des orgies sanguinaires...

**M.O. :** Vous avez une passion pour Albert Cohen?

Un échange courtois, vraiment. On se dit que ces deux-là aiment bien causer philo. C'est leur droit. Mais voilà, la scène se passe Place Beauveau, au ministère de l'Intérieur. Entre un charter et une rafle, une charge de CRS et un contrôle au faciès, Nicolas Sarkozy s'offrait, privilège du roi, la venue d'un vrai philosophe: Michel Onfray. Un entretien évidemment très médiatique qui revient à l'initiative du journal *Philosophie Magazine*.<sup>1</sup>

A la lecture de l'article, j'ai le sentiment que Sarkozy prend l'avantage sur Onfray, du simple fait que celui-ci vienne sur son terrain, que le ministre marque encore un bon point dans les médias, qu'il se paye le luxe de « se faire » un philosophe, et « libertaire » en plus!

Mais je ne juge pas les gens sur leur qualité stratégique ou démagogique, que l'un utilise l'autre dans le cadre d'une campagne présidentielle ne m'intéresse guère. Et si nous avions, au contraire, assisté à une véritable déculottée philosophique de Sarkozy, je n'aurais pas éprouvé pour autant un quelconque sentiment de victoire.

Parce que, quelle que soit la qualité, ou l'absence de qualité, de l'échange, nous sommes Place Beauveau... Et si l'on est libertaire, c'est déjà en soi une défaite. Pas un libertaire ne peut envisager une seconde une telle situation, même lors d'une soirée bien arrosée pour déconner! Durruti ne prenait pas le thé avec Franco! May Picqueray lorsqu'elle rencontra Trotski, refusa de lui serrer la main! Viscéralement, les libertaires n'aiment pas la flicaille, alors vous pensez, le premier flic de France! Quand un « libertaire » accepte un petit déjeuner Place Beauveau, avec un ministre, il se prend deux guillemets!

Parce que, dans cette époque de toutes les confusions et de tous les renoncements, je pense qu'il faut affirmer que les mots ont un sens, une histoire. Et l'histoire des libertaires est définie par un ensemble d'idées, de principes, qui reposent sur un socle commun, des principes de base: rejet de l'Etat, du capitalisme, de l'autorité et donc, en positif, l'aspiration à une société libre, égalitaire.

On ne peut-être libertaire et capitaliste (on dit libéral à notre époque) ou encore libertaire et renforcer le pouvoir. Et c'est ce que rappelle Sarkozy, avec sans doute un plaisir pervers, à son hôte « libertaire » « lors de ce mémorable entretien: [...] En acceptant de jouer le jeu du scrutin démocratique, le Parti communiste a cessé d'être révolutionnaire. Tout adversaire de la République qui se plie aux règles de nos institutions, les renforce ».

Les « révolutionnaires » présidentiables devraient méditer là-dessus! Mais Michel Onfray, il est vrai, ne se dit ni révolutionnaire, ni contre l'Etat, ni contre le capital... Et d'ailleurs il affiche volontiers une distance, voir un mépris pour les anarchistes de notre espèce. Vous savez, ce vieil anarchisme social, ouvrier, de lutte de classes, qui veut la peau du capital et la révolution sociale, qui sent le ranci et qu'il faudrait dépoussiérer, rénover, moderniser,

réformer... Michel Onfray devait trouver il y a encore quelques jours plus libertaire d'oser Bové... Devait... Car aujourd'hui il semble que libertaire se conjugue pour lui avec le 100 % à gauche des trotskistes de la LCR! (que Michel Onfray se rassure, le « R » c'est juste pour la déco)

**N.S. :** C'est ça qui est sympathique chez vous: vous êtes à la recherche de sentiments forts en permanence. Ecoutez, j'ai le regret de vous dire qu'on pourrait partir en vacances ensemble!

**M.O. :** Vous plaisantez!

**N.S. :** On ne part pas en vacances avec quelqu'un parce qu'on est d'accord avec lui sur le problème de la Sécurité sociale... Au fond, le plus important, c'est le style, j'en suis persuadé.

**M.O. :** Je ne crois qu'à ça... Tout ne serait donc qu'une question de style. J'en causerai à mes voisins ou amis ouvriers, chômeurs, précaires, immigrés... Une question de style!

De la Place Beauveau à ma ville, en banlieue, il n'y a peut-être que quelques kilomètres et un périphérique, mais en réalité un océan sépare ces deux mondes: celui de la société de classes. Entre Michel Onfray et Nicolas Sarkozy il y avait la distance d'un pas-de-porte.

**Laurent**

Groupe libertaire d'Ivry-sur-Seine  
de la Fédération anarchiste fairvy@no-log.org

1- *Philosophie Magazine*, mensuel, avril 2007, N° 8

Les extraits du dialogue proviennent donc de cette revue où on les retrouvera dans leur contexte.

# Aulnay, mon amour...



QU'ELLE ÉTAIT BELLE la une du dernier *Monde libertaire*! Malheureusement, dès la fin du week-end pascal, tout était déjà plié à l'usine PSA d'Aulnay: reprise du travail avec quelques miettes pour ne pas perdre vraiment la face. Bon, ça avait (pour celles et ceux qui ont encore des souvenirs, des références...) des relents du PC à la Libération, voire en 1936, genre « il faut savoir terminer une grève ». Certes, quand la Révolution n'est pas au coin de la rue, il faut préférer le pragmatisme aux incantations religieuses de tout poil, mais pas sans taper dans les richesses que l'on refuse de partager. Le protocole d'accord de fin du conflit<sup>1</sup> prévoit une baisse de 50% du transport (effectué par des cars privés), un plateau « équilibré » à la cantine pour deux euros, une prime exceptionnelle de « cohésion sociale » de 125 euros, le paiement de deux jours de grève (5 jours selon d'autres sources...) et pour les intérimaires la paye tombera le 1<sup>er</sup> du mois au lieu du 12.

Bref, des revendications qui normalement s'obtiennent au jour le jour par le militantisme des délégués, mais six semaines de grève semblent avoir été achetées à bas prix. Comme le déclarait un délégué CGT du site d'Aulnay: « D'accord, c'est pas grand-chose que nous avons obtenu [...], mais nous avons gagné la capacité de nous battre contre un groupe qui ne respectait rien depuis des années; tout était bloqué, même les revendications de base qui font partie de la vie d'une usine. »

Certes, mais on ne peut pas penser sans nostalgie aux grèves de

l'après-68, quand dans une usine elles pouvaient s'étendre à toute l'industrie. Le début du XXI<sup>e</sup> siècle verra-t-il des arrêts de travail pour faire respecter ce qui reste du Code du travail?

Amertume et fierté pour les PSA d'Aulnay-sous-Bois les aident à accepter les miettes... On espère seulement qu'ils auront compris que les visites éclairs des candidats de gauche, que les télés venues filmer les événements comme des spots publicitaires, ne servaient qu'à la pêche aux voix.

Que la grande majorité des postulants à la charge suprême trouvaient sûrement que leurs revendications étaient démesurées, qu'ils auraient dû être fiers de travailler dans une si belle entreprise au lieu de la déstabiliser...

« Je veux être la présidente de la France qui entreprend et réhabilite l'esprit d'entreprise », déclarait dernièrement Ségolène Royal à des petits patrons sur TF1. Il est sûr qu'à Aulnay, elle n'a pas causé comme ça.

Le quotidien (pour combien de temps?) – sans faucille et marteau – a titré sur l'exemplarité de la grève d'Aulnay. Mais au-delà d'une « rébellion » contre les bas salaires, c'est d'autres espérances qu'attend le mouvement ouvrier. Peser dans les urnes est une chose, mais les anarchistes pensent que ce n'est pas là qu'on changera la société.

Jean-Pierre Germain

1. Signé après une assemblée générale (200 grévistes sur 400) qui a eu lieu mardi 10 avril.

## Quand l'autruche éternue...

### Carottes et mirabelles

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Sarko, qui s'est enfin, comme promis, rendu en banlieue, bon dans une certaine banlieue, à... Meaux. « Je suis venu ici parler à des Français », a-t-il déclaré d'emblée aux habitants de la cité. Tout ça vous a un petit goût de Maréchal nous revoilà, typique de sa fin de campagne. Plus tard, le même expliqua docement les raisons de son ambition: « Si je veux devenir président, c'est parce que j'ai compris que c'est là-haut que tout se jouait. » Mais pour aller là-haut, n'est-ce pas, il faut tout de même un peu cajoler la France d'en bas.

Une France d'en bas qui, même à Meaux, l'a rudoyé, sifflé, hué. « J'aime bien me faire bousculer », a admis Sarkozy. Mais c'était dans une interview à *Arts Magazine*, à propos de l'art contemporain... Interview dans laquelle il ne disait rien des joyeux happenings dont il fut la cible de la part des artistes de banlieue.

Car la racaille, c'est la racaille... Voyez Azouz Begag et son livre méchant sur Sarko (ainsi il y a encore en France des éditeurs courageux, ou suicidaires?). Begag, qui soutient Bayrou en ces termes: « La France attendait une rencontre du troisième type, et le troisième type, c'est François Bayrou. » Bayrou E.T.? Mouis, effectivement, un petit air de ressemblance. Les oreilles, peut-être.

Est-ce pour cette raison que Michel « même pas mort » Rocard appelle à un accord mutuel entre Ségo et l'extra-terrestre? « Quand les carottes sont cuites, c'est plus difficile à négocier », a-t-il prévenu, optimiste. Mais reconnaissons-lui au moins le mérite de la lucidité, tellement il semble évident qu'avec les carottes, la Royal, également, est cuite.

Cet appel, il en est un à l'avoir entendu, à défaut de l'avoir compris, c'est Faouzi Lamdaoui, secrétaire national du PS: « Michel Rocard a raison: François Bayrou doit se retirer, et ses électeurs sont les bienvenus à gauche. » Heu, c'était pas tout à fait ça...

Et la candidate Royal, ancienne reine des sondages, qu'en pense-t-elle? Rien, elle n'en pense rien, d'ailleurs elle a cessé de penser: à un journaliste lui demandant comment elle ferait à l'Élysée pour éviter les phénomènes de Cour, elle a répondu: « J'ai vu comment François Mitterrand faisait: il s'échappait. Eh bien, c'est cela la solution. » Vive la fuite, et en arrière toute.

La fuite sera la dernière posture, imposture, de Ségo. Qui en ce domaine livra cette semaine une déclaration d'importance. Visitant le village de son enfance, où elle était venue [sic] se ressourcer, elle s'exclama soudain: « Ah, le ramassage des mirabelles! Rien de meilleur qu'une bonne mirabelle bien juteuse qu'on vient de cueillir. » Si tout se passe comme prévu, t'inquiète, bientôt tu pourras faire des confitures à plein temps.

Frédo Ladriss

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

## Licenciements

Mille salariés Alcatel-Lucent à Paris contre 4 500 licenciements dont 1 500 en France. À Toulouse, 4 000 d'Airbus contre 10 000 suppressions d'emplois prévues sur quatre ans en Europe. Le comité de grève PSA Peugeot distribue 200 000 euros, entre les 550 grévistes, ramassés lors de collectes dans les entreprises et manif, la CGT de plus en plus critiquée par les jaunes. Durant la grève des éboueurs, d'autres jaunes ont remplacé les 90% du personnel Seita en grève. Ce n'est pas la crise pour les sociétés classées, par les Échos, derrière le CAC 40. Elles affichent des records de bénéfices réalisés sur le dos de l'emploi : 80 postes supprimés chez Norbert Dentressangle Transport, des dizaines chez Nexans (Aisne), la banque Natexis, malgré des profits records pratique les salaires les plus bas du marché ; enfin, Technip Pétrochimie atteint 114% de profits, mais refuse augmentations et primes.



## Xénophobie à Marseille

Un millier de personnes pour la marche silencieuse en mémoire d'Ibrahim Sylla, étudiant guinéen retrouvé brûlé, après avoir été roué de coups à la tête, et laissant une femme enceinte de trois mois.

## Le travail tue (suite)

Isabelle Béal, responsable Sodexho de l'usine Renault Trucks à Saint-Priest (Rhône) s'est suicidée, face à la pression au travail (autorité exercée sur les 40 salariées, obligations de résultats, charges supplémentaires). Son corps a été retrouvé dans l'Ain et une lettre dans sa voiture : « Je ne suis plus assez forte, trop de pression au travail » suivent des paroles d'amour pour son mari et ses deux enfants. La CGT a formé un rassemblement devant l'entreprise, contre la violence au travail. Ça lui fait une belle jambe !

## Mai 1968 en Russie ?

Depuis février, des étudiants de la fac de socio de l'université de Moscou dénoncent « la propagande réactionnaire et ultranationaliste » en vigueur dans l'établissement.

## Les SDF s'en vont

Au fil des semaines, les Don Quichotte du canal acceptent les propositions du

gouvernement, seul un petit groupe d'une quinzaine de tentes, soutenu par les libertaires et les « oubliés du canal », résiste.

## Pas de sous, pas de chocolat !

Neuf élèves de la maternelle de Maincy (77), de 3 à 6 ans, ont été nourris au pain et à l'eau, leurs parents ayant oublié de payer d'avance la cantine. Procédé ignoble : les enfants ont été regroupés et on leur a dit de se plaindre à leurs parents ! Source : Ensemble pour l'école.

## Au bon beurre (suite)

Tout baigne pour les députés au chômage, le *Canard* nous apprend que si un chômeur ordinaire bénéficie d'indemnités durant vingt-trois mois maximum, pour une moyenne de 800 euros, les députés seront couverts à 5 400 euros bruts dégressifs sur cinq ans, au lieu de six mois auparavant. Tranquille Émile !

## Police et surveillance

Pas cher payé : deux policiers condamnés à trois mois de prison avec sursis et cinq mois de suspension par le tribunal correctionnel de Paris, alors qu'ils ont roué de coups un passager du métro la nuit de la Saint Sylvestre, un troisième montant la garde sur le quai.

Un an après avoir participé aux manifestations anti-CPE, Gabriel est de nouveau poursuivi devant les tribunaux par son ancien proviseur, pour lui avoir lancé un œuf, tandis qu'il quittait le lycée. Selon son avocat, en cas de condamnation, les huit mois avec sursis vont se transformer en ferme !

Vidéosurveillance : au Royaume-Uni, des caméras parlantes sont mises sur vingt sites nationaux, pour 740 000 euros. Les agents de contrôle pourront intervenir quand un individu laissera tomber papier ou mégot au sol, lors d'une dispute ou d'un tagage. On compte déjà 4,2 millions de caméras, soit une pour 14 habitants, le pays le plus surveillé, avant Singapour. En Russie, réapparaissent dans les grandes villes les auxiliaires de police, comme au temps de l'URSS, chargés de dénoncer les indésirables ; 40% de femmes et 18% de jeunes en sont, pour bénéficier d'une carte de transport gratuite ! Les députés souhaitent leur accorder les mêmes pouvoirs qu'aux policiers. Pain béni pour les nationalistes xénophobes qui veulent contrôler les quartiers. Source : *Courrier international*.

## Environnement

Sherpa, la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité et Médecins du monde dénoncent les conditions de travail chez Areva Gabon. 50,5% de salariés se plaignent de problèmes pulmonaires !

Les anti-OGM lancent une procédure pour soutenir un apiculteur du Lot-et-Garonne, contre son voisin producteur de maïs OGM. Jugement le 24 mai, bien après les semis !

## Brèves fasciotes

Le négationniste Faurisson reconnu « faussaire » de l'histoire maintient que « l'Holocauste est un mensonge historique et les chambres à gaz de simples douches ». Pour Badinter l'accusé : « Cela voudrait dire qu'il n'y a plus de morts, plus d'assassins et que les Juifs sont morts pour rien, ou par hasard. » Sa défense a obtenu, exceptionnellement, que le procès soit filmé.

Les conseillers régionaux lepénistes de Bourgogne s'opposent à l'ouverture d'un lycée Lucie-Aubrac : « Quelqu'un qui se met du côté de l'illégalité par son combat avec les sans-papiers n'apparaît pas comme le meilleur exemple à donner à des jeunes. » Ils préfèrent un lycée Maurice-Papon ?

Sarkopen ne s'arrange pas : « On naît pédophile, ce n'est pas une question de contexte social et si environ 1 300 jeunes se suicident en France chaque année, ce n'est pas parce que leurs parents s'en sont mal occupés, c'est qu'ils avaient une fragilité », propos inspirés des théories comportementalistes américaines, portées par les élitistes et les ultralibéraux. De plus, il veut supprimer le Pacs, obliger les hétérosexuels à revenir au mariage et le réserver aux gays, mais sans l'adoption et l'insémination artificielle. Ça sent la Boutin ! Le Pen, comique trouper : « Contre les préservatifs dans les lycées, je conseille à ceux que ça travaille de recourir au manu militari, la méthode la plus simple. » Raffiné !

En Italie, le Dico, Pacs version Prodi, déchaîne l'archevêque Bagnasco, qui compare l'homosexualité à l'inceste et la pédophilie.



## Act Up : Sarkozy = mort !

L'association dénonce les effets Sarkopen sur le système de santé et la lutte contre le sida, l'introduction de franchises illimitées, éloignant encore les plus pauvres des soins et de la prévention, ainsi que la dérégulation du système hospitalier public et l'expulsion de malades étrangers.

# Sans gène et sans neurone



**Jean-Manuel Traimond**

**N**ICOLAS Sarkonazy a enseigné à ses peuples le double secret de la pédophilie et du suicide, par le biais de *Philosophie Magazine* (bel oxymore, s'il en fut); c'est génétique. Suivons la voie tracée par le Petit Leader et examinons le problème des gènes, qui revient en force pour deux raisons.

1. On a déchiffré le génome humain.

2. Les appareils qui permettent déjà de détecter des modifications de l'activité cérébrale et de les lier à des pensées précises, calculs, visualisation, etc., laissent entrevoir qu'on s'approche d'une connaissance matérielle de la pensée, vue en tant que communication électro-chimique entre cellules cérébrales.

À partir de là, beaucoup trop de gens vont beaucoup trop vite en besogne. Les uns (en général de gauche), craignant à juste titre « le meilleur des mondes » et le retour de l'eugénisme s'accrochent à l'idée (fausse) que tout dans l'humain vient de l'environnement, plus précisément des environnements culturels, sociaux et économiques. Les autres (presque toujours de droite) désireux d'éviter que l'on critique les environnements culturels, sociaux et économiques dont ils sont les maîtres, rêvent de justifier les hiérarchies sociales par

les insuffisances génétiques et gloussent « Ah, ah! pensée matérielle = pensée dépendante du corps = pensée déterminée par ce qui détermine le corps = pensée déterminée par les gènes! »

Aux premiers, on conseille la lecture de Boyer, Dennett, Pinker, etc.

Aux seconds, on conseille de refermer *Mein Kampf*, et de revenir aux cours élémentaires de génétique et d'anatomie.

Oui, les instructions pour construire le corps humain se trouvent dans les gènes. Mais ces gènes sont simples. Les instructions se trouvent donc plutôt dans les combinaisons de gènes et surtout dans les séquences successives de ces combinaisons.

La possession d'un corps humain ne suffit pas à constituer un être humain, les enfants sauvages le prouvent; grandis sans contacts humains, leur cerveau ne se développe jamais au même point que ceux des autres êtres humains. Pour penser comme un être humain il faut un cerveau normalement constitué (merci les séquences de combinaisons de gènes), et, il faut une société qui vous a

1. enseigné tout ce qu'elle sait, entre autres et surtout le langage;



2. qui vous a assez stimulé intellectuellement pour que physiquement, concrètement, matériellement, de nouvelles connexions se créent dans votre cerveau. On sait maintenant que, contrairement à ce que l'on croyait, il se crée de nouvelles cellules et de nouvelles connexions dans le cerveau tant qu'on l'utilise. On sait aussi que la configuration de ces connexions change ce que l'on en fait. Par exemple, je parle quatre langues et je lis très vite, mais je ne sais même pas faire une division, et je chante faux : mon cerveau, à un certain niveau semblable à ceux de tous les autres êtres humains est, à un autre niveau, configuré différemment que ceux d'un comptable monoglotte et d'une cantatrice. Et ces trois cerveaux seront configurés différemment que celui d'un chasseur-cueilleur Yanomami, qui ne lit ni ne compte, mais qui connaît des milliers de plantes et d'animaux et tire à l'arc comme un dieu. En d'autres termes, ces quatre cerveaux sont identiques à la base, mais se sont spécialisés différemment. Car on sait maintenant que le cerveau « se muscle », ou d'ailleurs s'affaiblit, selon ce que l'on en fait. Il se muscle par système, pas globalement. Les joueurs de tennis ont un bras plus gros que l'autre.

Notre cerveau est un orchestre de dizaines de milliers d'instruments, (la vision des couleurs, celle des mouvements, l'audition, l'audition des mots, le contrôle de l'équilibre, l'art de faire de la bicyclette, la reconnaissance des visages, la reconnaissance des personnes, l'art de composer des fugues baroques, la connaissance des épices du Kérala, etc.) certains innés (en général les systèmes involontaires, certains systèmes réflexes, certains systèmes moteurs) et tous les autres acquis.

Les acquis sont la très grande majorité. Mais ils se dressent sur des systèmes plus anciens. Les systèmes d'un physicien nucléaire, sont acquis, redevables à la culture, à l'artificiel, au social, exact? Peau de balle! Savoir tourner virtuellement un objet dans sa tête, évaluer des trajectoires, des enclenchements et des poussées sont des choses essentielles pour un physicien mais à l'évidence innées, exact? Peau de balle! Sans apprentissage, ces capacités innées ne deviennent pas des systèmes. Elles sont là, mais sans l'environnement, elles ne se construisent pas.

Vous voyez où je veux en venir; s'il est bon de discerner ce qui est inné et ce qui est acquis, cette distinction n'est pas finale, parce que sans inné, pas d'acquis et sans acquis, pas d'inné.

Le débat inné-acquis ressemble au débat société-individu, dont évidemment il procède: qui veut tout sacrifier à la société oublie qu'elle est faite d'individus, qui ne prône que l'individu oublie que sans société l'individu meurt promptement.

Quant aux deux affirmations à l'origine de ce débat, examinons-les en détail. Postuler l'existence d'une prédisposition génétique au suicide, c'est n'avoir jamais lu Darwin. Un hypothétique « gène du suicide » qu'à présent

éclairés par les paragraphes précédents nous appellerions « une séquence de combinaisons de gènes poussant au suicide » – aurait pour immédiate conséquence le suicide de son possesseur. Donc la non-transmission du gène.

Il n'y a chez aucun animal de gène du suicide, parce que par définition ce gène s'éteindrait immédiatement. Et l'âne incapable de comprendre ça prétend gouverner nos vies!

Une séquence de combinaisons de gènes poussant à la pédophilie? Oui, s'écrient les génophiles, s'il y a bien un comportement à l'évidence poussé par les gènes c'est la sexualité, sans laquelle les gènes ne pourraient pas se transmettre!

Ahem. Reprenons. Qu'il y ait une poussée génétique à la sexualité chez l'être humain, aucun doute. Chez le mâle continent, vraiment continent (rare, mais ça existe), le sperme s'expulse quand même grâce aux rêves érotiques. Que cette « poussée génétique à la sexualité » s'exprime par un seul comportement précis, chacun sait que c'est faux. À l'intérieur même du comportement majoritaire, le comportement hétérosexuel, les variations sont immenses, de la brute épaisse qui se vide les couilles au séducteur impénitent, au romantique plutôt chaste, au père de famille fidèle à sa mission du samedi soir, de la mère de famille résignée à sa mission du samedi soir, à l'amoureuse brûlante, à la collectionneuse de one-night-stands. Et que dire alors des bisexuels occasionnels, des bisexuels réguliers, des homosexuels monogames, des homosexuelles polygames, des transsexuelles monogames, des transsexuelles sadomasochistes, des bisexuels fétichistes, j'en passe et des meilleures! La pédophilie, qui est un comportement, est une variante, fréquente dans le clergé catholique, moins ailleurs; seulement une variante dans un échantillonnage de dizaines de possibilités.

En d'autres termes, la sexualité est un excellent exemple de ces traits humains à base incontestablement biologique et à expression incontestablement sociale/symbolique. Parce que le choix sexuel passe par les rôles sexuels enseignés dans l'enfance par le biais d'outils symboliques/sociaux tels que le langage, le vêtement, le jeu, la voix, etc. Pour paraphraser Simone de Beauvoir, on ne naît pas pédophile, on le devient, tout comme on ne naît pas homosexuel, ni hétérosexuel, ni bisexuel fétichiste, on le devient. Mais on ne le deviendrait pas s'il n'y avait pas ces séquences de combinaisons de gènes qui ont créé les organes qui sécrètent les hormones qui mettent le feu aux postérieurs de tout un chacune.

, Sans gènes, pas de sexe, sans social/symbolique pas de formes de sexe.

Pour en revenir à Sarko, je vois venir ceux qui veulent à toute force lui attribuer des gènes porcins ou adolfiques. Non, désolé. Mais je regrette avec eux qu'il n'ait pas le gène du suicide.

J-M T.

**Il n'y a chez aucun animal de gène du suicide, parce que par définition ce gène s'éteindrait immédiatement. Et l'âne incapable de comprendre ça prétend gouverner nos vies!**

# La psychanalyse en campagne, suite...

## Y'a pas de quoi rire !

**Roger Dadoun**

**P**OUR SECOURER l'hébétude que provoque l'énorme décervelage médiatique autour des candidats à l'élection présidentielle 2007, j'ai traité dans le précédent numéro du *Monde libertaire* de deux sujets radicalement différents, mais réunis surréalistement par la ruse d'un premier sondage qui envoyait inopinément une femme sur le podium: « Les médiagogues et le putsch maternel ». Il s'agissait de donner un peu de voix (pas électorale!) à une « psychanalyse en campagne » – une psy qui, habituellement si bavarde, observait et continue d'observer un retentissant et servile mutisme. Je parsemais l'analyse de quelques pointes critiques acerbes, dans l'esprit de mon livre *De la Raison ironique*, publié aux éditions des femmes en 1988. De là à parler, comme l'a fait l'amicale annonce du journal, de « désopiler... la messe électorale », il y avait loin – encore que rien ne soit plus « désopilant », pour l'observateur, que les masques de sérieux et de gravité et de « cause toujours ça m'intéresse » portés toutes chaînes confondues par tous commentateurs confondus – parmi lesquels, comme dirait Orwell, on ne savait plus qui étaient les chiens de garde et qui les chiens de curée.

### Beurre médiagogique

« En fait », avec la « lecture » que je propose, dramatique, tragique, y'a vraiment pas de quoi rire! Battant et barattant la campagne, la psychanalyse en extrayait beurre et argent du beurre: du beurre médiagogique et mercantile, à en vomir. Que le pouvoir de monopoliser la parole, monopoliser les images,

monopoliser les sujets et les personnes, monopoliser les budgets soit aujourd'hui exclusivement entre les mains de quelques cohortes de Médiagogues eux-mêmes marionnettes aux ordres de quelques Puissances d'argent elles-mêmes irriguant et irriguées par quelques bandes de Politiciens mafieux – tel est le tableau pathétique de la société française (ailleurs c'est un peu plus ou un peu moins pire) qui se dégageait à coups de clairons et tambours battants d'une campagne électorale marquée par une hystérisation galopante, narcissique, parano et schizo.

Elle court toujours, elle dure trop longtemps, cette campagne, se plaignent ceux-là mêmes qui en font leurs choux gras au plan du pouvoir (politiciens) comme au plan financier (médiats et instituts). Mais pour notre gouverne elle est encore trop courte, car la psychanalyse, en anthropologie, aime travailler sur la longue durée – et celle-ci, justement, a l'avantage de faire sortir de leurs repaires aveux, lapsus, mensonges, mystifications, semblants, délires; « laissez le temps au temps », disait l'autre, celui d'avant – et alors les masques s'effritent, les visages se défardent, les refoulés font retour, des ralliements cocasses et obscènes s'affichent – et c'est une anth(rop)ologie fourmillante de crasses affectives, dérèglements intellectuels, idéologies fascistes, sectarismes grotesques qui s'expose par les canaux médiagogiques mêlant la dominante incontournable égrillarde, rigolarde et hilarante aux mines et tournures solennelles cuistres et présidentesques (dernières livraisons de cette ivraie de politiciens



Poupée de la fertilité



ivres de soi : « On naît pédophile », dit l'un, bâtard de Lombroso et de la sociobiologie, « on est son terroir », dit l'autre, bouseux rejeton de Pétain et de Heidegger). La télévision, fabuleux instrument apte à nous mener par des routes en lacets qui montent vers plus de lumière, n'est plus que pente visqueuse conduisant à de marécageux abîmes – y'a pas de quoi rire!

### Principe féminin et humanisation

La Médiagogie – emprise absolue de médias à gogo et en goguette qui incarcèrent le désir, l'émotion, l'intelligence, l'imagination dans une bulle fantasmagorique, une machine à sous déshumanisante et hors du temps – frappe de plein fouet notre hypothèse insolite d'un « Putsch maternel », qui nous reconduit au Paléolithique et qui, pour plus d'humanité, s'attaque sur la longue durée aux Pouvoirs et aux Dominations. L'hypothèse s'appuie un peu sur quelques maigres données actuelles liées électoralement à la femme-candidate Ségolène Royal (sondages favorables, références à la « maternité », à l'« enfance » et à la « compassion », nappé apaisant) et beaucoup sur deux forts courants qui traversent et crucifient notre époque : persistance et exacerbation du Phallogocentrisme (fanatismes religieux, impérialisme financier, autoritarisme politique, massacre des femmes) d'un côté, et de l'autre dégradations et exténuations du vivant et misère généralisée aux plans affectif, intellectuel et culturel, source de détresse, résignation, démission, ressentiment, haine et abandon à la pulsion de mort.

Tout cela contribue à nourrir et renforcer une exigence humaine universelle et massive de « maternité », entendue dans un sens très particulier (qui n'a rien à voir avec la « fête des Mères »). Ce n'est en rien le gngngan infantile ou le cri « maman » poussé par le juge engorillé de Brassens, mais la ressource primordiale de tout être vivant, un appel venu du plus profond de la structure humaine ; elle révèle surtout, cette exigence, la nécessité et la volonté de poursuivre et de renouveler l'œuvre d'humanisation inaugurée par un putsch maternel originaire, et détournée dans un sens mortifère par la prise de pouvoir paternelle qui instaura le Patriarcat\*, la domination du mâle, l'asservissement des femmes, la guerre de tous contre tous, la soumission au dieu et au maître (Père, Prêtre, Prince).

D'où la femme tenait-elle la capacité et le pouvoir d'introduire et d'imposer dans la communauté humaine (famille élargie, clan) un ordre nouveau allant dans le sens de l'humanisation ? Du seul pouvoir incontestable et prodigieux dont elle était détentrice : celui de procréer, de mettre au monde et de prendre en charge des enfants, les nourrir, protéger, élever – avec l'aide du mâle, sans doute, mais souvent contre les « pères » eux-mêmes, animés par une « paternité » précaire et toujours à construire (voir la fable freudienne de Totem et

tabou, 1913, où les fils se révoltent contre le Despote paternel avec l'aide des mères). Une étape cruciale dans la survie de l'humanité a pu ainsi être franchie. Lui a succédé l'ordre patriarcal (dates approximatives : Paléolithique supérieur, Néolithique), fondé sur le pouvoir que donnaient aux hommes l'invention d'instruments de défense et d'attaque (outils et armes phalliques), les contraintes biologiques de la femme, l'accaparement des moyens de subsistance.

### Demain les Mères ?

Le pouvoir patriarcal, toujours en place, se voue par prédilection à des inventions techniques, intellectuelles et juridiques qualifiées de « progrès » — ce qu'exprime avec éclat la formule cartésienne : rendre l'homme « maître et possesseur de la nature entière » (dompter mère-nature). La confrontation sexuelle s'est poursuivie avec des fluctuations diverses, au cours desquelles la puissance maternelle parvenait à placer comme à la sauvette ses « valeurs » de créativité (poésie, musique, art, techniques, mystique, affectivité, rationalité érotique). Or cette confrontation, vécue quotidiennement et à travers les cultures, consiste moins en une « guerre des sexes » ou un « conflit de civilisation », comme on aime trop dire, qu'en une « guerre des principes », principe féminin contre/avec principe masculin, tels qu'Antonin Artaud, l'auteur de *Pour en finir avec le jugement de dieu*, les met en scène dans *Héliogabale, ou l'anarchiste couronné* – ce jeune empereur fabriqué par les Mères, les Julia, fou de castration, qui se fait derviche tourneur homme-femme, et qui règne ou contre-règne selon un principe d'anarchie qui subvertit toute l'organisation patriarcale.

Celle-ci est peut-être parvenue aujourd'hui à une limite extrême, elle se croit maîtresse de la nature entière, « nature » humaine comprise (il suffit de trafiquer les gènes), elle est en mesure, voire désireuse de faire sauter notre planète, qui reprend du coup figure et grandeur de Terre-Mère. Le Patriarcat s'accroche à son désastreux pouvoir en se portant aux pires excès. Excès, répandus à travers le monde (les exemples sont légion), contre le principe féminin, filles femmes et mères militantes pour un ordre « maternel » nouveau et civilisateur, qui renouerait avec le maternel originaire (« Ô mère ensevelie hors du premier jardin », écrit Péguy dans son immense poème *Eve*). Aurions-nous perçu les premiers frémissements de cet ordre admirable (utopique?) qui se seraient glissés, tel un lapsus, dans les chiffres d'un sondage trivial ? Et sommes-nous assez naïfs ou assez pugnaces et audacieux pour, fils révoltés contre les visions d'apocalypses (nucléaire, pollution, déluge, sécheresse, sectarismes) qui nous accablent, proclamer à haute et intelligible voix : demain les Mères ?

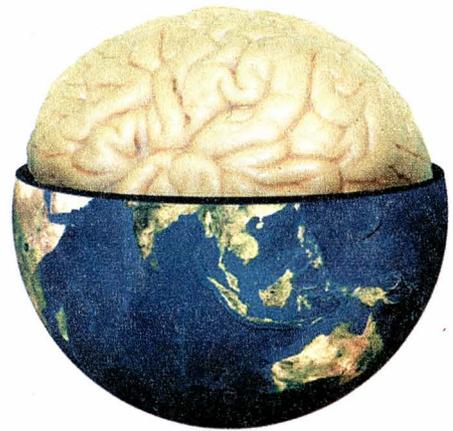
R.D.

\* cf. Ernest Borneman, *le Patriarcat*, PUF, 1979.



# Éthique à tout faire

Les multinationales « françaises » se veulent éthiques. En langage gestionnaire, cela signifie atteindre la triple performance: environnementale, sociale, économique, et le dire haut et fort. Voilà pourquoi se mettent à pousser les chartes éthiques, les codes de conduite et autres fleurons de la communication d'entreprise. L'histoire pourrait s'arrêter là, une nouvelle rhétorique assortie d'un nouvel atout commercial (l'éthique, ça se vend bien) et les affaires continuent... mais les dispositifs éthiques sont en pratique de vrais systèmes « d'éducation » et de surveillance quasi policière des salariés. S'y pencher vaut le détour!



M. Gilloux

**T**OUT EST ORGANISÉ POUR TRAQUER et éradiquer le « **risque d'image** », véritable obsession des directions d'entreprises. Les affaires ne doivent pas être rendues publiques, le linge sale se lave en famille.

À la tête de la superorganisation de l'éthique, le grand boss auréolé d'une éthique irréprochable qui, selon le modèle de la cascade (les patrons sont devenus très nature!), rejaillirait sur tous les salariés par effet de mimétisme.

Juste en dessous de la source, quelques dirigeants cooptés (le plus souvent ceux des services juridiques et financiers) élaborent la bonne parole éthique, évidemment les salariés ne sont pas censés donner leur avis sur la question. Sachez-le et n'y revenez plus, l'éthique est « un acte managérial », dicit les responsables éthiques. Comme vous ne pouvez pas « ne pas être d'accord avec la recherche du bien » (sic les mêmes), vous avez le devoir de devenir des **salariés modèles** et de participer au développement vertueux de votre « communauté-entreprise ».

## Entraînement

Le salarié modèle doit être **intègre** (pas de corruption, pas de fraude, et surtout le respect de la libre concurrence), **loyal** vis-à-vis de l'entreprise (on protège les biens du patron et des actionnaires, on ne dévoile pas les secrets à l'extérieur et on ne dit pas du mal de son taulier, SVP), **vertueux** (on est à l'écoute de ses collègues, on ne les harcèle pas et on « œuvre à l'esprit d'équipe »), enfin le salarié modèle **excelle à la performance**, vous ne pensiez

tout de même pas y échapper! Si vous avez un doute, consultez le code de conduite de votre entreprise...

## La soumission volontaire

Pour contrer les récalcitrants à cette nouvelle morale de la soumission volontaire – puisque c'est bien de cela qu'il s'agit –, tout est prévu. D'abord, une langue commune. Les chartes éthiques, les codes de conduite sont traduits dans toutes les langues où l'entreprise est installée. Ça peut aller jusqu'à vingt langues parce que tous les salariés doivent adopter l'éthique labellisée. Une *novlangue* en quelque sorte mais, ne le répétez pas, parfois ça ne fonctionne pas comme prévu; en Chine par exemple, « l'organe compétent en matière d'éthique, c'est la section d'entreprise du Parti communiste, donc il y a un problème, il y a un problème culturel », dicit un responsable éthique.

En plus de la langue, des formations (principalement pour les cadres) et des guides pour prendre la bonne décision. L'éducation, c'est ce qui compte. Quelques exemples pour vous montrer le niveau des éducateurs. Une simulation professionnelle: vous négociez un contrat avec un client, celui-ci sort de la pièce en laissant sur son bureau la proposition de votre concurrent, que faites-vous? Évidemment, y'en a qui n'ont rien compris et qui regardent! Que nenni, leur dit l'éducateur à l'éthique, « si vous savez le faire, vous lisez à l'envers ou sinon vous n'y touchez pas » (sic). Éthique de l'hypocrisie!

Les guides d'aide à la décision proposent quelques questions subsidiaires à se poser



pour être vraiment sûr de ne pas se tromper: « Est-ce conforme à la loi, aux valeurs du Groupe? », « Est-ce honnête? », « Est-ce que je me sens vraiment à l'aise après cette décision? », « Est-ce que je vais bien dormir ce soir? », « Et si mon enfant, mon père, mes amis, mes collègues... apprenaient cela? », « Et si cela paraissait dans le journal? ».

Je sais, à la première lecture, on n'y croit pas, mais pourtant ce guide-mémento a été distribué à tous les cadres d'un grand groupe énergétique français.

Si, malgré la *novlangue* et l'éducation, il y avait encore des résistants, les *big boss* et leurs émissaires ont créé un superdispositif de contrôle pour coincer les « délinquants éthiques » (sic). Il y a les audits, les tableaux de résultats obligatoires, mais il y a encore plus fort. Dans les pays anglo-saxons, ça s'appelle le *whistleblowing*, donner un coup de sifflet et ça passe par une *help-ligne*, en France ça devient un système d'alerte éthique.

Kesako? La loi américaine Sarbane-Oxley oblige toutes les entreprises cotées à la Bourse de New York à fournir à leurs salariés une messagerie ou un numéro de téléphone préservant leur anonymat pour dénoncer toutes les irrégularités comptables et financières, le scandale d'Enron, entre autres, les a marqués! En réalité, soumises ou pas à cette loi, les entreprises avaient déjà intégré l'alerte, voire le « devoir d'alerte », dans les dispositifs éthiques. Mieux même, les directions ne se sont pas arrêtées aux questions financières mais ont élargi l'alerte à tous les « manquements éthiques » en référence aux fameux codes de conduite. Tous les moyens sont utilisés: d'abord votre hiérarchie et, si c'est impossible, la messagerie et le téléphone dédiés qui arrivent directement au responsable éthique, en bref la délation organisée comme principe de management.

Un exemple. Dans sa demande d'autorisation d'une *integrity-line* auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), McDonald's France listait les alertes et les redirigeaient vers la maison mère américaine: présomption de harcèlement, de consommation d'alcool sur le lieu de travail, de discrimination, de décompte d'horaires incohérent, autres sujets de préoccupation ayant trait à la conduite sur le lieu de travail, présomption d'un comportement susceptible d'être considéré comme un détournement de fonds, vol présumé de biens de la société, espionnage ou sabotage, corruption, diffusion ou divulgation d'informations confidentielles, irrégularités financières, pratiques contestables en matière comptable<sup>1</sup>. Et, mais ce n'est dit nulle part « le/la dangereux/se syndicaliste ».

### Ça commence à vous rappeler quelque chose?

D'abord refusés par la CNIL au motif de « délation professionnelle organisée », ces systèmes ont été autorisés par la même com-

mission en décembre 2005. Le lobbying entrepreneurial ça marche.

Soyons un peu rassurés, les systèmes d'alerte sont peu utilisés. En moyenne, les entreprises reçoivent six appels par an (certaines zéro, d'autres dix) pour des effectifs de 40 000 à 250 000 salariés.

En plus la majorité de ces alertes se font à titre individuel et relèvent de problèmes dits Ressources humaines (promotion refusée, augmentation retardée, présomption de harcèlement...) qui, selon les responsables éthiques, ne sont pas de « véritables alertes éthiques ».

Et voilà, les salariés ne sont rien que des égoïstes qui ne pensent qu'à leurs petits soucis. On ne vous le répétera pas, la vraie alerte, c'est celle qui dénonce un danger majeur pour l'entreprise (corruption, fraude par exemple) et ce ne sont pas vos petits problèmes avec votre chef.

Il y en a quand même quelques-uns qui ont compris, semble-t-il, et qui ont fait œuvre de loyauté, à cela près que ce qui se dit dans les couloirs et les quelques études accessibles, c'est qu'en général ils y ont goûté au début et c'est quand ça commence à aller vraiment mal qu'ils alertent... Bref, l'essentiel est que le linge sale puisse toujours se laver en famille et pas dans les médias.

Alors, pour cela, c'est un véritable arsenal policier qui est mis en place. Toutes les alertes donnent lieu à des enquêtes qui peuvent aller du simple coup de fil informel à la mobilisation des forces de répression de l'entreprise,



les services d'audit et de la sécurité. Soyez zen, si vous êtes impliqués dans une alerte et que celle-ci s'avère fautive et infondée, normalement vous ne saurez jamais que l'on a enquêté sur vous et vos pratiques... Bien sûr, les dossiers sont archivés entre une et trois années; et puis les rumeurs, ça existent, mais pour le bien de l'entreprise vous pouvez vous dévouer!

### Ça ne fonctionne pas en France

Les grands patrons de l'éthique savent pourquoi l'alerte ça ne fonctionne pas en France. D'abord il y a une **incompatibilité culturelle et historique**. Les pays anglo-saxons seraient mieux adaptés au système, reste que, même si les help-line reçoivent plus d'appels aux États-Unis, ce sont aussi en majorité des problèmes individuels liés aux conditions de travail.

Une deuxième raison est l'incapacité des salariés à dépasser une **culture sociale rigide** qui refuse la participation au « nous communautaire » réunissant directions et collaborateurs pour la défense et le développement de l'entreprise au bénéfice de tous. Lutte des classes quand tu nous tiens!

Et le meilleur pour la fin: une **moralité défaillante** des salariés français, voire un comportement infantile. Les anecdotes exemplaires pour démontrer la « lâcheté » des salariés face à un problème éthique ou l'utilisation incongrue du système d'alerte ne manquent pas. En résumé, les salariés, vus par les patrons, n'ont pas dépassé l'école primaire!

Ce dont ils ne parlent pas, c'est le **risque**

**de trahir**: un passeport pour l'ANPE au minimum, Sherron Watkins – qui avait publiquement dénoncé les pratiques comptables du groupe Enron – en serait réduite à intervenir dans des colloques pour gagner sa vie. Une utilisation contemporaine du carnet B et des listes rouges.

Voilà une brève description de « l'éthique des affaires ». Si l'effet communication de l'éthique est bien présent pour apparaître aux yeux de tous comme une entreprise vertueuse et performante qui maîtrise les risques, **l'appareil dédié à l'éthique relève d'une idéologie morale et policière** construite par un groupe social dominant, celui des dirigeants d'entreprise.

Le nouvel ordre moral s'articule, alors, autour de deux pôles fondamentaux, un **pôle civique humaniste**, déclaratif et de bon ton, universel (honnêteté, respect des autres, développement des personnes, droits de l'homme) et un pôle économique, réaliste et déterminant (concurrence, loyauté vis-à-vis de l'entreprise, performance, excellence).

Cette « nouvelle idéologie » n'est pas seulement un discours, elle organise aussi les cadres de son efficacité et tente d'imposer l'entreprise comme institution légitime face au supposé épuisement des institutions classiques – la famille et l'école plus particulièrement –, en développant **un programme éducatif et une surveillance contraignante** pour empêcher les risques de « déviances éthiques ».

Le « penser et agir éthique » renvoie à une **responsabilité morale individuelle** qui dépasse les limites du temps de travail réel pour interpellier la loyauté à l'entreprise du salarié dans la sphère privée. Vous devez « aimer » votre entreprise et ne jamais en penser et en dire du mal. Pas facile, me direz-vous, on vous aide en vous donnant la ligne de conduite à suivre: **croire et faire confiance**.

Faire confiance, c'est ici être loyal envers son entreprise sans mettre en doute la légitimité du système dirigeant. Autrement dit, il faut croire au bien-fondé de la démarche éthique mise en place unilatéralement par les directions d'entreprise. Depuis tout petits, on leur a dit qu'ils sont nés pour diriger les autres, ils ont commencé par l'entreprise et maintenant c'est la société tout entière dont ils veulent prendre les commandes en nous disant ce qu'il faut penser, faire et ne pas faire, où est le bien, où est le mal... et tout cela pour notre bonheur!

Nouvelle religion à la divinité « Performance », nouvelle version de 1984 d'Orwell? Sans doute un peu des deux alors prenons garde... **M. G.**

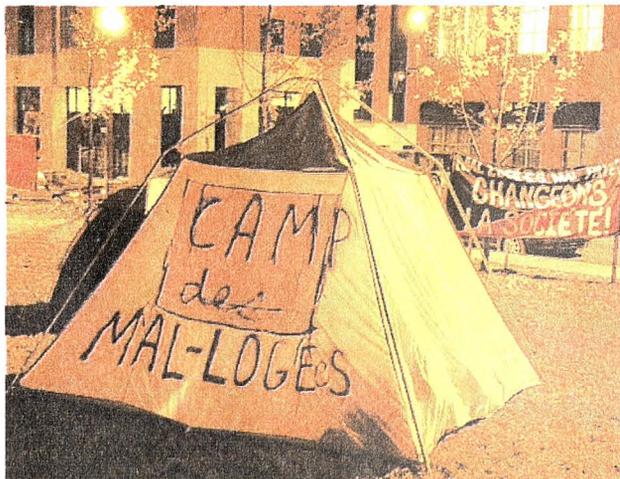


1. CNIL, Délibération n° 2005-110 du 26 mai 2005, <http://www.cnil.fr>

Autogestion et action directe

À Orléans

# Ministère de la Crise du logement



El Niño

*m*

**MOIS DE DÉCEMBRE**, le camp des Enfants de Don Quichotte prend racine quai du canal Saint-Martin à Paris. Plusieurs camps voient le jour dans d'autres villes de France, dont Orléans: la deuxième ville qui part en lutte. Nous disons bien *lutte*, car la réalité orléanaise est loin de celle de Paris: dès le départ, des militants alternatifs et radicaux ont pris part à la mise en place du camp (dont ceux et celles de la CNT-Loiret). Dès les premiers jours, le fonctionnement a été autogestionnaire et des assemblées générales quotidiennes se tenaient.

Très vite, l'orientation politique des Enfants de Don Quichotte Paris nous a déplu et nous a mis dans des situations très inconfortables. Centralisme, fétichisme de la personne, charité misérabiliste, voilà ce que l'on a vécu au plus près. En sachant que parmi les Enfants de Don Quichotte d'Orléans se trouvaient des fondateurs et militants actifs de cette organisation, nous avons vite décidé de « lâcher » les EDQ. Nous avons laissé le camp se gérer « sans nous », tout en continuant à le soutenir et à essayer d'obtenir des solutions aux sans-logis. Ce départ a été plus « médiatique » que réel. Du coup, les Enfants de Don Quichotte n'ont plus été responsables ni gestionnaires officiels. Nous avons essayé de mettre en place une délégation, composé de l'association Droit au logement (Dal Orléans), la Confédération nationale du logement (CNL 45) et d'un représentant du camp. Aucune réponse favorable de la préfecture. Une rencontre avec la mairie d'Orléans et son maire UMP Serge Grouard, sarkozyste, n'a évidemment rien donné: pas de solution, déballage de toutes les actions, forcément sans effet, de la commune.

Bref, la situation nous semblait bloquée... Il fallait donc aller plus loin. Entre temps, le DAL Paris, suivant la même stratégie, prenait ses distances avec le camp du canal Saint-Martin et partait sur une occupation, rue de la Banque: le ministère de la Crise du logement. En concertation avec le Dal Paris, nous décidions d'essayer de faire la même chose. Rencontres et discussions entre militants, entre sans-logis... La lutte prendra forme sur le camp même: le ministère de la Crise d'Orléans se crée début janvier, soit deux semaines après le début du camp d'Orléans. Au tout début, peu de résidents, puisque peu de familles ou de couples suivis par le Dal souhaitaient prendre les risques entraînés par une autoréquisition, et une partie des sans-logis du camp étaient retournés dans des squats. Mais très vite, nos contacts avec les sans-logis et les mal-logés, grâce au travail entamé en amont (et à la forme de l'action), se concrétisent par le logement de 11 personnes, puis 13 et enfin 17 à ce jour (dont 4 personnes du camp d'Orléans et une famille suivie par la CNL et le Dal).

## Pourquoi l'autoréquisition ?

L'autoréquisition est une action illégale. Nous touchons directement à la propriété privée, à un bien ne nous appartenant pas. Mais bien qu'illégale, cette action s'appuie sur les failles de la loi. Au bout de quarante-huit heures d'occupation, avec évidemment les preuves à l'appui<sup>1</sup>, aucune expulsion « sauvage » ne peut avoir lieu. Le propriétaire, et lui seul, doit poursuivre les occupants au tribunal. Avec, au choix, différentes formes de procédures juridiques: ordonnance sur requête, référé, référé d'heure à heure...

El Niño milite au groupe Gaston-Couté de la Fédération anarchiste et à la CNT Loiret.

Beaucoup de personnes et de journalistes nous ont posé la question du nom de l'action, pourquoi *autoréquisition*, et surtout pourquoi « auto ». Il faut savoir que le préfet, représentant de l'État dans les départements, « sur proposition du service municipal du logement et après avis du maire [...] peut procéder, par voie de réquisition, pour une durée maximale d'un an renouvelable, à la prise de possession partielle ou totale des locaux à usage d'habitation vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés ». C'est la fameuse ordonnance de 1945, émise par le Conseil national de la résistance, reprise dans le Code de la construction et de l'habitat (art. L641-1). Cette ordonnance n'est jamais appliquée, ou très rarement. Nous partons du constat que, comme cette loi n'est pas utilisée, nous l'utilisons nous-mêmes, avec les premiers acteurs concernés : les mal-logés et les sans-logis. Nous avons donc recherché (en parallèle au suivi du camp) des bâtiments vides, d'une part capable de recevoir une vingtaine de personnes (avec si possible eau et électricité, dans des conditions de sécurité correctes) et, d'autre part, avec une vacance assez longue, pour une « visibilité » juridique et « diplomatique » (savoir combien de temps le bâtiment risque de rester vide, quelle est la réalité immobilière du site, qui sont les propriétaires...). Le bâtiment du ministère d'Orléans, vide depuis un an, avec la présence de squats entre temps, correspondait à tous ces critères.

## L'organisation

Il est important de garder à l'esprit deux choses dans ce type d'action : l'acte politique et l'accompagnement individuel. Si la déconnexion s'opère, la situation peut déraiper, et les rapports entre sans-logis se dégrader. Bien avant l'occupation, il a été primordial de se fixer, non des règles, mais le cadre de l'action :

- les militants devaient ouvrir le lieu et s'y investir totalement au début (un militant y a dormi deux semaines consécutives), pour pouvoir accueillir les nouveaux, les installer, protéger le lieu des médias et, surtout, garder la légitimité de l'action, au même titre que les habitants. Car après, les habitants ne nous auraient considéré que comme des soutiens, et non comme des acteurs à part entière de la lutte. Rappelons quand même que la responsabilité civile et pénale des responsables de l'action est engagée (l'action existe dans un cadre social juridique auquel nous ne pouvons nous soustraire),

- les assemblées générales devaient se tenir très souvent au début, avec la présence des militants les plus actifs et les habitants. Par la suite, nous avons fixé une AG par semaine, à heure plus ou moins fixe (suivant les contraintes extérieures ou de vie quotidienne), pour créer un repère pour tous et toutes.

Les AG sont les lieux de décisions, là où nous essayons d'échanger et de décider au maximum de tout ce qui concerne la gestion

du lieu et de l'action. Au tout début, ce sont les militants qui se sont exprimés et ont débattu le plus. Mais très vite, les habitants se sont saisis de cet outil et aujourd'hui ils interviennent bien plus. En cela, le lieu joue son rôle : faire des actions ensemble et vivre autrement (chaque habitant a son logement privé, avec verrou – un F4 pour la famille avec 4 enfants – mais les parties communes existent toujours : salle de bains, cuisine, couloir, salle de réunion, etc.). La plupart des habitants, non militants, sans habitude des luttes, ont pu ainsi voir en pratique ce qu'est une gestion collective, autonome et autogestionnaire. De l'action naît la conscience de sa condition. Mais inversement, la condition des exploités donne naissance aux outils de la lutte et de la manière dont elle est menée.

Il serait minsonger de dire qu'au ministère d'Orléans tout va très bien dans le meilleur des mondes. On retrouve les mêmes problèmes que dans toute lutte et tout lieu autogestionnaire, et de manière accentuée, étant donné la forme plutôt particulière de l'action. Par exemple : le manque d'investissement des habitants. Ils laissent donc à d'autres le soin de gérer les relations avec les organisations extérieures ou en périphérie de la lutte, ils laissent aussi les militants les plus actifs décider à leur place, et enfin ils laissent les militants appliquer ce que les AG ont décidé, sans répartition des tâches. La fatigue, le train-train du quotidien, peuvent aussi diminuer le passage des personnes « étrangères », qui créent un lien avec le monde extérieur, qui créent également la vie nécessaire à la dynamique du lieu. Difficile de trouver des réponses à ces problèmes. Néanmoins, deux choses peuvent être réalisées : d'abord prendre les habitants comme des militants (d'ailleurs, qui est militant, qui ne l'est pas ? Faut-il avoir sa carte ou son adhésion quelque part pour être militant ?), ne pas les prendre pour des saints, des « pauvres misérables », mais bel et bien comme des acteurs, avec qui l'on peut rentrer en conflit, en désaccord et même leur reprocher, comme à un militant classique, leurs actes. Ensuite, pour le passage extérieur, il est impératif de mettre en place des activités, d'asseoir l'action avec des luttes identiques (logement, expulsions...), et de rester en contact avec les organisations bien moins investies dans les murs. N'oublions pas la réalité du monde des sans-logis : alcool, drogues, etc. Sans porter de morale, on ne peut que constater les dégâts que cela entraîne dans leurs rapports avec les autres.

L'accompagnement individuel est aussi très complexe à gérer, pourtant simple en apparence. Il est vital pour les militants de ne pas s'assimiler à des travailleurs sociaux, même si nous aidons les habitants dans leurs démarches. Entre le jeune isolé (sous traitement médicamenteux), le couple de Polonais sans travail (avec la femme enceinte), les jeunes filles déscolarisées (virées de chez leurs parents), etc., il est obligatoire de les aider

dans leurs démarches : les arcanes de la bureaucratie française étant difficiles même pour les travailleurs sociaux, avec qui nous entretenons des relations plutôt bonnes, puisqu'en logeant les personnes dont ils s'occupent, nous leur permettons d'intervenir de façon efficace. Mais il est complexe de jongler entre les « relations militantes » et les relations parfois très amicales. L'affectif cache les véritables sources des conflits et entrave l'action et la réactivité nécessaires à la lutte. Une réponse assez simple consiste à ne pas faire de parrainage, comme RESF peut le faire avec les sans-papiers. Les dossiers devraient être suivis par plusieurs militants, avec un partage des dossiers, une commission restreinte qui fait le point régulièrement sur les solutions qui s'offrent aux habitants. Il ne faut pas qu'une seule personne s'occupe d'un dossier, sinon elle ne « connecte » pas toutes les problématiques et les conflits d'intérêt (de tous types) qui peuvent exister. On est loin d'une telle gestion au ministère d'Orléans, peu de personnes s'occupent des dossiers (une douzaine) et l'investissement humain et psychologique est éprouvant : entre la gestion des conflits, des problèmes privés (parfois graves) des personnes (qui nous en parlent, et nous demandent donc nos avis), les contacts avec les structures sociales, les responsables politiques, les autorités publiques..., il est difficile de ne pas se perdre.

## Une expérience riche à étendre

Il y aurait bien d'autres choses à raconter, d'analyses à faire sur la vie collective et les relations qui peuvent se créer dans un tel lieu. Une action comme celle-là, qui n'est pas syndicale à proprement parler (bien qu'une connaissance juridique des différents codes, de la jurisprudence, mais aussi du droit du travail, aide énormément), est très enrichissante, tant humainement que politiquement. Rien n'est parfait, tout est améliorable. Ainsi, le Ministère n'est pas un lieu comme un autre, il a ses défauts, mais n'est finalement pas loin de ce que peut être l'autogestion urbaine, en ville, dans des quartiers, des bâtiments collectifs. Ce lieu, finalement, se rapproche au plus près, tout comme les squats dits « politiques », d'une Zone d'autonomie temporaire. À nous d'en promouvoir la forme, pour pousser les murs... et créer des espaces de ruptures avec le fonctionnement que le capitalisme nous impose. **EI N.**

1. Pour plus d'informations, voir l'ouvrage du DAL, *Faire face à une expulsion de logement*, éditions La Découverte.

Pour les infos sur l'actualité du Ministère de la crise du logement Orléanais : <http://ministereorleans.blogspot.com/>

# Démocratie participative...

## Une fausse bonne idée

Depuis quelques années, pour faire face à la crise de confiance et de défiance qui se développe vis-à-vis des élus, les politiques ont sorti de leur chapeau une carte magique : la démocratie participative. La gauche et l'extrême gauche – socialistes, communistes, Verts et trotskistes – s'en sont emparées. Énorme supercherie qui fait croire au citoyen et à l'électeur qu'il participe enfin à la prise de décision et à sa mise en œuvre.



### Thierry Périssé

LA DÉSAPPECTION DES FRANÇAIS pour les gouvernements et les élections n'est pas un phénomène nouveau. Pour tenter d'y remédier, de Gaulle, suite à mai 1968, proposait déjà un concept de participation censé dépasser les conflits idéologiques et politiques. Il cherchait ainsi à justifier son maintien au pouvoir en faisant croire qu'il tenait compte des aspirations de la société. Le référendum du 27 avril 1969 sur la transformation du Sénat et la revalorisation du rôle des régions voulait être un bouleversement des institutions. <sup>1</sup> Les socialistes, suivis des autres partis de gauche, tentèrent, pour se démarquer, de mettre le mot *autogestion* à la mode, sans jamais remettre en cause leur rôle autoritaire; cela n'était qu'un faire-valoir.

Dans les années 1970, suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, la situation économique s'aggrave et la popularité des gouvernants baisse. Cela se traduit, durant les deux décennies suivantes, par une défiance de plus en plus grande à l'encontre des tenants de la démocratie représentative. Le taux d'abstention aux élections augmente et les citoyens se désintéressent de plus en plus de la vie politique. Par ailleurs, l'émergence de l'individualisme, le poids du consumérisme contribuent à émietter l'intérêt pour les actions collectives. Les institutions électives, aussi bien nationales que communales, apparaissent trop éloignées des préoccupations des Français et la professionnalisation des élus provoque également un rejet. Dans le même temps, l'aspiration de la population à d'autres formes d'organisation

et de prise de décisions est forte, surtout localement. De vraies expériences autogestionnaires, celles-là, que les autorités réprimeront, en sont la preuve. <sup>2</sup>

### Origine et définition de la démocratie participative

Le terme de démocratie participative apparaît au début des années 1990 dans des associations, des agences de développement et des institutions locales. On le rencontre également dans les courants alternatifs comme les mouvements altermondialistes et aussi chez quelques politiques. Elle a pour but de rétablir le contact entre la population et les élus, de développer l'implication et la participation des citoyens dans le débat public et la prise de décision qui s'ensuit. D'emblée, on s'aperçoit déjà que l'objectif est de faire croire aux habitants que les élus vont tenir compte de leurs propositions pour prendre leurs décisions. Ceux qui y croient vraiment font preuve de naïveté. La délégation de pouvoir, chère à la démocratie représentative, n'est absolument pas remise en cause. Lors du Grand Oral IEP Bordeaux/Sud-Ouest du 28 octobre 2005, Ségolène Royal affirmait que si « la concertation est collective, la décision, elle, reste solitaire ».

Différentes institutions ont été créées pour donner la parole aux citoyens et aider leurs représentants à prendre leurs responsabilités. Comme les référendums locaux sur un sujet spécifique, les conseils de quartier, les ateliers d'habitants, les débats publics, les conférences de consensus et les budgets participatifs.



D'autres en sont encore au stade de propositions, comme les jurys citoyens tirés au sort, chers à Ségolène Royal, qui seront mis en place pour surveiller l'action des élus. L'ancienne ministre de Lionel Jospin s'est inspirée des expériences allemande – notamment à Berlin – et danoise. Dans sa région de Poitou-Charentes – elle en est la présidente depuis 2004 –, elle a expérimenté aussi les budgets participatifs dans une quarantaine d'établissements scolaires. Cette fois, elle est allée chercher l'idée au Brésil, à Porto Alegre, ville-référence de la démocratie participative pour les altermondialistes.

Pour bien comprendre en quoi cette démocratie participative est une supercherie, analysons deux exemples significatifs. D'abord le Plan Climat de Paris qui verra le jour dans quelques mois et le budget participatif de Porto Alegre.

### Le Plan Climat de Paris

Voici d'abord comment le site internet de Paris annonce la mise en œuvre de ce plan :

« Parce que les dérèglements climatiques nous concernent tous et que le changement a déjà commencé, la ville de Paris met en place, avec l'aide des Parisiens, un plan d'action de lutte contre le réchauffement de la planète. Le maire de Paris a annoncé, le 25 juin 2005 en conseil de Paris, la mise en place d'un Plan Climat pour l'été 2007. La ville de Paris a souhaité un *Livre blanc*, sur lequel la ville pourra s'appuyer pour élaborer son programme d'actions, associer de façon significative les citoyens et les acteurs socio-économiques au processus d'élaboration du Plan Climat. Pour y parvenir, une démarche participative, basée sur une large communication, a été proposée. »

Il s'agit tout simplement pour la municipalité d'avoir la caution des Parisiens pour élaborer son plan. Mais bon. Voyons, pour ceux qui croient encore à l'honnêteté de nos élus et à leur capacité à partager les décisions, comment a été réalisé ce *Livre blanc*.<sup>3</sup>

« Dans un premier temps, des conférences-débats ont été organisées dans les mairies d'arrondissement », indique le *Livre blanc*. Il y en eut dix-sept qui ont réuni environ mille personnes. Sur plus de deux millions d'habitants, c'est peu. Puis des ateliers thématiques ont regroupé des citoyens volontaires, préalablement inscrits sur internet et par téléphone, ainsi que des professionnels et des responsables municipaux. D'emblée, on voit bien que la municipalité monopolise l'initiative. C'est elle qui organise et prend l'initiative, et non les Parisiens, prétextant que l'information technique ne peut venir que de spécialistes. Comme si les compétences des habitants ne pouvaient servir elles aussi à s'informer les uns les autres sur ce sujet du climat. C'est prendre les gens pour des imbéciles, mais cela permet aussi de contrôler l'information. Il serait en effet très gênant pour la municipalité ou des entreprises publiques ou privées de voir circuler des documents les mettant en cause.

Ces débats, portant sur le bâtiment, les transports, les activités économiques, l'adaptation au changement climatique, l'éducation, les comportements et les coopérations territoriales ont eu lieu durant l'automne 2006. Soit 8 ateliers pour 234 personnes. Ce sont eux qui ont permis la réalisation du *Livre blanc*. On peut lire aussi :

« Dans un troisième temps, la municipalité élaborera et mettra en œuvre un programme d'actions pour lutter contre le changement climatique, en s'appuyant, lorsque cela est nécessaire, sur ses partenaires institutionnels et économiques, regroupés dans le club Climat. »

L'élaboration et la mise en œuvre des actions ne reviennent donc pas aux Parisiens. On se trouve finalement ici face au degré le plus faible de la démocratie participative.

### Le budget participatif de Porto Alegre

Dans cette ville industrielle du sud du Brésil d'environ 1 200 000 habitants se sont formés dans les années 1970, avec l'appui de partis de gauche et d'extrême gauche, des comités de quartiers qui ont mené des luttes locales sur des sujets comme la distribution d'eau, les transports en commun ou les équipements. En 1985, le candidat socialiste du PDT – Parti démocratique du travail – remporte les élections grâce aux comités de quartiers et le PT trotskiste – Parti des travailleurs – prend la tête du mouvement associatif. Pendant les années du mandat socialiste, des conflits opposent les deux partis et a fortiori la municipalité et les comités de quartier. Le PDT considère que le système démocratique lui a octroyé le pouvoir de délibérer et de décider, alors que les comités veulent influencer sur les choix municipaux car, selon eux, le maire leur doit son fauteuil. Les comités de quartier font pression sur le candidat socialiste pour qu'il organise un débat public sur le budget de la ville, instance qui décide de tout dans une ville. Le PDT n'a pas d'autre choix que de céder et promet d'organiser de tels débats (il ne tiendra pas ses promesses). Rattrapé aussi par des affaires de corruption, il perd les élections et le PT le remplace. Le parti trotskiste ne fait pas les mêmes erreurs. Il crée des structures permettant aux habitants de participer à l'élaboration du budget municipal. Il divise la commune en seize arrondissements et dans chacun d'eux un forum est mis en place. Chaque arrondissement établit une liste de revendications et élit des délégués chargés de les porter dans une nouvelle instance – le conseil du budget participatif –, qui prépare le budget de la ville pour 1990. La municipalité trotskiste tient donc compte des erreurs socialistes, mais à y regarder de près on s'aperçoit qu'elle aussi n'a pas l'intention de renoncer à ses prérogatives. D'abord, seulement quatre cents personnes participèrent aux forums, c'est peu. Il y a bien pourtant un projet réalisé par le conseil du budget partici-

patif regroupant les demandes de la population, sans que la municipalité interfère. À comparer avec l'exemple précédent de Paris, on pourrait en conclure que le processus « participatif » est ici plus abouti, mais ce serait sans compter sur la démagogie du PT. En effet, le budget est réalisé conjointement avec les services techniques municipaux, chargés d'aider à la mise en œuvre concrète des projets.

Comme le souligne Paul Boino<sup>4</sup>, « ce furent les services techniques municipaux, toujours dirigés par le conseil municipal, qui hiérarchisèrent les priorités, qui arbitrèrent entre les projets et qui, somme toute, choisirent dans l'inventaire à la Prévert que lui avait remis le conseil du budget participatif ce qui serait réalisé tout de suite, plus tard... ou pas du tout. En d'autres termes, ce fut encore et toujours le pouvoir municipal qui décida de l'architecture du budget d'investissement de la commune et donc de la politique d'aménagement de la ville ». La population eut l'impression à nouveau de s'être fait avoir car les choix opérés ne correspondaient pas toujours à ses aspirations. Pour ne pas perdre la face, le PT accepta alors de revoir l'ensemble du processus. Non seulement, il donne pouvoir au conseil du budget participatif d'élaborer le budget mais aussi de gérer son application. Cette fois, une liste hiérarchisée d'investissements est réalisée et les délégués des forums arbitrent entre les projets proposés. « Si l'on s'en tient à ce schéma théorique, explique Paul Boino [...], on pourrait croire qu'il s'agit là sinon d'un fonctionnement autogestionnaire du moins d'une avancée tout à fait significative en ce sens. Mais comme en toute chose, la réalité est souvent bien différente de la théorie plus ou moins idéalisée. » Cette fois les services techniques – ingénieurs, architectes et urbanistes – interviennent sur la viabilité ou la faisabilité des projets. Ils réussissent à modifier et même à faire annuler des projets en utilisant leurs compétences professionnelles. Les assemblées essaient de s'y opposer mais ces derniers développent davantage leurs arguments. On touche là à l'un des éléments essentiels des sociétés modernes pour écarter la population de la prise de décision et de la réalisation de projets, la technicité et le langage spécifique.

On balaie d'un coup l'investissement des habitants en utilisant l'argument de la professionnalisation. **T.P.**

1. Le non l'emporte par 52,41 %.

2. La gestion de l'entreprise LIP par ses ouvriers dans les années 1970, les communautés du Chiapas, de Oaxaca au Mexique, les entreprises autogérées et les institutions d'autogouvernement en Argentine, etc.

3. Le *Livre blanc* est téléchargeable sur le site [environnement.paris.fr](http://environnement.paris.fr)

4. Paul Boino, *la Démocratie participative... est-elle un premier pas vers la démocratie directe?* On peut lire son article sur <http://increvablesanarchistes.org>

# Les bagnes d'enfants, un voyage en enfer

Paul Dartiguenave vient de publier *les Bagnes d'enfants* aux éditions Libertaires. Cette étude sur les lieux d'enfermement pour l'enfance délinquante entre le XVIII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle est à lire en ayant à l'esprit certains discours actuels...

« IL AVAIT DIT: J'EN AI MARRE des maisons de correction. Et les gardiens à coups de clés lui avaient brisé les dents. Et puis ils l'avaient laissé étendu sur le ciment... » Tout le monde aura reconnu cet extrait de *la Chasse à l'enfant*, un poème effroyable de Jacques Prévert. « Bandit! Voyou! Voleur! Chenapan! » hurle la meute des braves gens lancés à la poursuite d'un malheureux gosse...

Ces quelques lignes pourraient servir de légende au dessin sanglant, tiré de *l'Assiette au beurre*, qui illustre la couverture du livre. Jacques Prévert s'était inspiré d'une triste réalité, celle de Belle-Île-en-Mer, où des mômes s'étaient légitimement révoltés.

La colonie pénitentiaire était installée près de la citadelle édiflée par Vauban, dans des locaux destinés à enfermer des prisonniers politiques. Elle servira à cet effet en 1848. En 1880, les lieux seront réservés aux enfants. « Si vous demandez à voir les dortoirs, on vous conduit dans une longue avenue où le sol est en terre battue et où les cellules sont séparées les unes des autres par des grillages de fer montant jusqu'au plafond », expliquait Henri Rollet. Comme si la mer n'était pas déjà une muraille naturelle, les enfants pourrissaient en cage derrière de très hauts murs...

La discipline était draconienne. Le silence absolu obligatoire. Un jour, durant l'été 1934, un jeune affamé céda à la tentation de mordre dans un bout de fromage. Les surveillants bondirent pour lui écraser la face à coups de talon. Mutinerie et évasion massive. Les bourgeois présents sur la plage se convertirent vite fait. De chasseurs de crabes, ils se muèrent en chasseurs d'enfants. Une prime de vingt francs par tête était offerte...

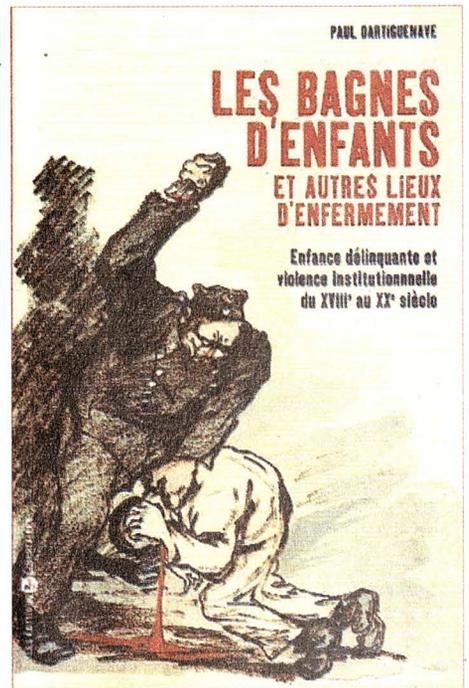
Avec de multiples détails puisés dans des documents d'archives, enquêtes, rapports ou articles de presse, Paul Dartiguenave retrace l'histoire de ces lieux maudits, nommés colonies pénitentiaires, maisons de redressement, maisons de correction.

À la colonie du Luc (Gard), à celles de la Loge (Cher), du Mont-Saint-Michel (Manche), d'Aniane (Hérault)... partout la même férocité humaine, quels que soient l'époque ou le régime. Dans *Miracle de la rose*, l'ex-colon Jean Genet s'est souvenu d'une colonie agricole pénitentiaire: « Mon séjour à Mettray ne paraît avoir été qu'une longue noce coupée de drames sanglants où j'ai vu des colons se cogner, faire d'eux des tas de chairs saignantes, rouge ou pâle, et chaude, dans une fureur sauvage, antique et grecque. » Un cahier central avec des photos de Mettray, entre autres lieux, donne la chair de poule.

Les premières maisons d'incarcération du XVIII<sup>e</sup> siècle offraient un cadre qui dépasse l'imagination. Si l'amputation de la main pour les parricides fut abolie en 1832, la liste des supplices restait longue. À la prison de Reims, un visiteur est saisi d'effroi: « Je vis sortir d'un amas de paille infecte une tête de femme qui, n'étant qu'à peine soulevée, m'offrit l'image d'une tête coupée, jetée sur ce fumier: tout le reste du corps était enfoncé dans l'ordure et ne pouvait s'apercevoir. J'appris que la malheureuse avait été condamnée pour vol, et que le manque de vêtements l'avait contrainte à chercher, dans son fumier, un abri contre les rigueurs du froid. »

Qui punit-on dans ces lieux infects? De pauvres gens coupables de vols sans importance, souvent des vols alimentaires. Ceux que les pouvoirs appellent les « classes dangereuses ». Les vagabonds et tous ceux qui échappent au contrôle des familles, des patrons et du clergé sont dans le collimateur. Ils ne sont pas les seuls. Pas de quartier. Orphelins, pauvres, charpardeurs dans le même panier. Tous coupables. Dans l'esprit des hommes de loi, si ces gamins ne sont pas encore délinquants, ils le deviendront un jour ou l'autre...

Les geôles métropolitaines ne suffisent pas, alors l'imagination des honnêtes gens est sans borne. La loi du 15 juillet 1889 va créer les



bataillons d'Afrique, les Bat d'Al', pour le service militaire des jeunes délinquants. Tataouine, dans le sud tunisien, sera un sale bagne militaire réservé aux « fortes têtes ».

Certains passages du livre donnent la nausée. De la promiscuité enfants-adultes où prospèrent toutes sortes de crimes aux règlements monstrueux calqués sur la barbarie militaire, en passant par le sadisme des geôliers, le travail forcé, les oubliettes, les maladies et autres horreurs... que de souffrances insoutenables. Les monstruosité sont toujours justifiées au nom de la morale, de la sacro-sainte propriété privée et de la religion... La punition étant jugée rédemptrice!

Le nettoyage au Karsher n'existait pas en ces temps-là. Le ménage se faisait à coups de gourdins meurtriers et la société ne tournait pas plus rond pour autant. Au contraire. La logique de la répression et de l'enfermement a tellement été contre-productive, et dénoncée par quelques esprits éclairés, que l'évidence de la prévention et de l'éducatif s'est enfin, peu à peu, imposée au législateur.

À l'heure où le délire sécuritaire revient au galop dans les discours politiques, il n'est pas inutile de se souvenir des heures sombres des dogmatismes moraux et religieux qui bâtirent les tragiques bagnes d'enfants.

Paco

Paul Dartiguenave, *les Bagnes d'enfants et autres lieux d'enfermement. Enfance délinquante et violence institutionnelle du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, éditions Libertaires, 275 p., 15 euros. Commandes et infos sur [www.editions-libertaires.org](http://www.editions-libertaires.org)

# Les fourvoiements d'une vie



**François Roux**

**IL AURAIT PU** appeler son autobiographie « Descente aux enfers », mais Franz Jung (1888-1963) ne se paye pas de mots. Le chemin vers le bas, c'est tout simplement l'itinéraire de sa vie, parti du haut de son idéal pour aboutir au tréfonds du désespoir.

## Le vol du scarabée-torpille

Rescapé de deux guerres mondiales, de deux révolutions et du nazisme, Franz Jung se compare au scarabée-torpille, cet insecte qui vole vers son but, se cogne, chute, rampe sur le sol, revient à son point de départ et recommence, inlassablement. Dans son récit, le pathétique verse souvent dans le grotesque. D'autant que Jung a choisi de dévoiler la pouilleuse vérité, sans fard et sans apprêts. Mon intention n'est pas de raconter seulement quelques aventures, ni même des aventures en général, dans un ouvrage qui rend plutôt compte des fourvoiements d'une vie. Il me reste néanmoins la tâche de justifier ces aventures, de sorte que je ne puis éviter de les énumérer à l'occasion. À dire vrai, cela ne m'amuse guère.

Le jeune Franz participe activement aux activités de l'avant-garde politique et artistique berlinoise lorsque le tourbillon de l'Histoire l'emporte tout à coup. À la veille de la mobilisation d'août 1914, alors qu'il rentre de manifester pour la paix, sa femme le flanque à la porte de chez lui et il devient ainsi l'une des premières victimes de cette guerre. Le ton est donné. Franz s'engage, est blessé, déserte, est repris, puis trimballé de prisons en hôpitaux psychiatriques. Il réussit enfin à prendre la tangente et fonde un journal économique pour gagner sa vie tout en participant activement au mouvement internationaliste. La guerre continue en marge de son existence, jusqu'à la défaite. Marins et soldats se mutinent, la révolution éclate. La confusion la plus totale règne à Berlin. On devine que Franz s'est improvisé leader. Il occupe quelques heures

l'agence télégraphique officielle Wolff à la tête d'un cortège d'insurgés avant d'en être chassé par des soldats loyalistes. L'insurrection s'éteint puis reprend deux mois plus tard. Le gouvernement social-démocrate appelle à la rescousse l'armée et les corps francs pour mater le soulèvement spartakiste. Voici Franz, à présent membre du nouveau parti communiste (KPD), qui tente de persuader les émeutiers d'évacuer le quartier des journaux en passe d'être encerclé par la troupe. En vain. La foule des badauds s'amasse aux balcons et dans les bistrotts pour profiter du spectacle.

La révolution écrasée au cours de la Semaine sanglante de Berlin ressurgit à Brême, à Budapest, à Augsburg, à Munich, chaque fois réprimée dans le sang. Après la mort de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, le KPD s'est retrouvé rapidement noyauté et instrumentalisé par le Komintern tout juste créé. Franz Jung a rejoint les scissionnistes du KAPD<sup>1</sup> qui l'envoient en Russie soviétique pour tenter de comprendre les mobiles des dirigeants bolcheviques et pour leur expliquer la situation allemande. Il embarque dans des conditions rocambolesques. À Moscou, Franz rencontre Lénine et tous les chefs du Komintern. Il constate la sclérose qui envahit déjà le nouveau pouvoir, la morgue des « révolutionnaires de profession », la nomenclatura qui s'installe. Mais il rencontre aussi son idéal. À Mourmansk d'abord, à peine débarqué, tandis que Russes et Allemands se rassemblent sous un hangar pour célébrer le 1<sup>er</sup> mai. À défaut de pouvoir converser avec leurs hôtes, les Russes chantent l'Internationale, le Chant du drapeau rouge et beaucoup d'autres chants. Entre chacun d'eux, les commissaires prononçaient à tour de rôle un bref discours en guise de transition. Je ne sais combien d'heures s'écoulèrent ainsi mais ce fut le grand événement de ma vie. C'était ce que j'avais cherché, ce vers quoi j'allais depuis mon enfance: la patrie, la patrie des hommes. Et



**FRANZ JUNG**

## Le chemin vers le bas

Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque (1900-1950)

Traduit de l'allemand par Pierre Collissaires

Deuxième édition revue & augmentée

**AGONE**  
MEMOIRE SOCIALES

chaque fois que, au cours des années suivantes, j'ai été confronté à la bassesse des hommes, à l'insondable méchanceté, à la perfidie et à la trahison qui sont dans le caractère des hommes – et aussi bien des hommes russes – je n'ai eu qu'à me remémorer ce 1<sup>er</sup> mai à Mourmansk pour retrouver mon équilibre... Une autre fois, sur le chemin du retour, il fait halte dans la cabane d'un pêcheur lapon. L'homme et sa femme se montrent pleins de déférence pour les étrangers venus de Russie. Plus tard, Franz apprend que le pêcheur, à la veille de la révolution, a convoyé Trotski de l'autre côté de la frontière. Ce souvenir était devenu le contenu de sa vie: la Russie soviétique, cette terre promise qui lui était inaccessible, mais que ces enfants, peut-être... Si ce pays est aujourd'hui si grand et si puissant, c'est aussi parce que l'énergie et la foi de ce pêcheur lapon du fjord de Jar, dans le Finnmark norvégien, ont pris une part, et non des moindres, à son édification.

### Plus dure sera la chute

Franz a voué sa vie à la révolution soviétique: il voyage pour le Komintern en Écosse, en Irlande, aux Pays-Bas dont il est expulsé vers l'URSS. Une famine effroyable y sévit. La bureaucratie, elle, prospère. Franz dirige successivement une fabrique d'allumettes, puis une usine de métallurgie fine. Malgré la haine qu'il sent monter vers lui des ateliers, malgré les difficultés surhumaines de sa tâche, il est heureux. Il participe concrètement à l'édification de la société pour laquelle se battent ses camarades du monde entier. Mais les nouveaux maîtres ont besoin de trouver des coupables pour expliquer la faillite économique du pays. Les condamnations pour « sabotage » se multiplient. Franz se sent menacé, il craque sous la pression, s'enfuit, s'évade d'URSS fin 1923 dans le compartiment d'ancre d'un cargo.

De retour en Allemagne, il s'éloigne de la politique active tout en s'interrogeant sur la stratégie aberrante que le Komintern a imposée aux communistes allemands et sur les échecs répétés du mouvement révolutionnaire. Quarante ans plus tard, il accusera: [...] la trahison et l'étouffement de la révolution allemande ont rendu possible la construction d'un empire mondial russe. Pourquoi ne l'avoue-t-on pas franchement aujourd'hui... alors qu'il n'y a plus de danger? Mais pour l'heure, Franz ne réalise pas encore. Il n'est qu'au début du chemin.

Tandis qu'il renoue avec l'avant-garde intellectuelle, publie des essais, des pièces, crée



des revues et rencontre Erwin Piscator, Kurt Weil, Bertold Brecht, Wilhelm Reich ou encore Harro Schulze-Boysen, la crise capitaliste déferle sur l'Allemagne et gonfle soudainement les voiles du navire hitlérien.

Staline craint par-dessus tout que la république de Weimar n'arrime l'Allemagne dans le camp des démocraties occidentales. Il pense avoir plus de chances de s'allier à Hitler et l'avenir montrera qu'il n'avait pas tort. Le KPD reçoit l'ordre de traiter le parti social-démocrate (SPD) comme son ennemi principal. L'application de cette consigne suicidaire propulse les nazis au seuil du pouvoir. Pétrifié, Franz comprend que l'impensable va se produire. Déjà les gens se détournent de lui car figurer parmi ses relations deviendra bientôt dangereux. Bien que représentant moins du tiers de l'électorat, Hitler est appelé à la Chancellerie par les conservateurs qui lui offrent les pleins pouvoirs. Le KPD, après avoir promis pendant des mois la guerre civile si les nazis s'emparaient de l'État, et fourni ainsi un argument électoral déterminant au NSDAP, s'effondre sans combat. La social-démocratie, parti et syndicats réunis, sombre quelques semaines plus tard, non sans avoir, dans une ultime tentative de conciliation avec les nouveaux maîtres de l'Allemagne, fait défiler les ouvriers sous les drapeaux à croix gammée, le 1<sup>er</sup> mai 1933.

Franz rejoint d'anciens camarades du KAPD dans l'organisation clandestine des Rote Kämpfer. Elle est démantelée par la Gestapo en novembre 1936. À sa sortie de prison il gagne Prague, Vienne, puis la Suisse après l'Anschluss, et enfin la Hongrie en 1939. Il est arrêté, condamné à mort; il s'enfuit, est de nouveau arrêté et s'enfuit encore. Mais le ressort est brisé; il touche le fond et pense à mourir. Un jour qu'il s'expose volontairement au tir des sentinelles, un soldat de Vlassov<sup>2</sup>, un homme qui devrait être précisément son ennemi mortel, lui sauve la vie.

### Un témoignage pour comprendre

Se retournant sur ces années rouge et brun, Franz Jung ne peut que constater l'immense gâchis auquel il a participé. Non, les Allemands n'étaient pas voués au nazisme.

Oui, beaucoup d'entre eux ont attendu conseil et aide de ceux qui avaient vocation à les leur apporter, mais rien n'est venu. Le cynisme absolu du tyran soviétique pactisant avec le führer nazi sur les cadavres des militants communistes a laissé au cœur des derniers idéalistes un épouvantable sentiment de vide. Ni repentant ni donneur de leçons, l'ancien militant du KAPD tente juste d'extraire ce qui peut l'être des décombres de son histoire. Par exemple: On commence aujourd'hui à comprendre qu'il faut accepter, bien plus, qu'on est obligé d'employer la force contre la guerre.

C'est toute la tragédie du mouvement ouvrier international que Franz Jung nous fait revivre: la colère née de la Grande Boucherie, l'enthousiasme révolutionnaire, la trahison et le naufrage. Son style à fleur de peau que restitue si bien la traduction de Pierre Gallissaires accroche le lecteur dès les premières lignes. Les quelque cent pages consacrées par l'éditeur à la chronologie, aux index (pas moins de sept) et surtout au glossaire des noms propres, satisferont les érudits tout comme les lecteurs ordinaires qui se retrouveront ainsi sans peine dans le foisonnement politique et artistique de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres.

Il faut lire ce témoignage pour mieux comprendre comment tant de combattants révolutionnaires ont pu se fourvoyer dans le chemin vers le bas. **F.R.**



1. Fondé le 4 avril 1920 par des dissidents du KPD, le KAPD (Parti communiste ouvrier allemand) refuse le « parlementarisme révolutionnaire », le syndicalisme réformiste et la politique panrusse des bolcheviks. Il compte environ 40 000 militants à ses débuts. En août 1921, le KAPD rompt avec la III<sup>e</sup> Internationale. Un an plus tard, épuisé par les scissions, le KAPD se retrouve marginalisé. En 1933, ses derniers militants rejoignent différents groupes qui survivront dans la résistance jusqu'en 1936: le KAUD (Union communiste ouvrière d'Allemagne), les Rote Kämpfer (Combattants rouges), et la Kommunistische Räte-Union (Union communiste conseilliste).

2. Général russe rallié aux nazis.

**Franz Jung, le Chemin vers le bas. Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque (1900-1950). Traduit de l'allemand par Pierre Gallissaires, Agone, Mémoires sociales, Marseille, 2007, 560 p., 25 euros.**

# Solidarité au CIRA de Lausanne

La lutte pour l'anarchisme, ce sont aussi nos milliers de paroles et de gestes qui, telles des pierres, construisent un pont vers un monde meilleur !

LE CIRA DE LAUSANNE est une des mémoires du mouvement anarchiste international.

Depuis cinquante ans, nous rassemblons les textes qu'écrivent les anarchistes du monde entier. Nous les archivons et les mettons à la disposition des militants et des militantes et des chercheurs et chercheuses.

Les fonds actuels sont importants et se composent de milliers de livres et brochures (près de 20 000), de centaines de titres de journaux, dont les plus anciens remontent à 1848, de films et de fond d'archives de militants (correspondances, etc.), et ce dans plus de vingt langues.

La situation actuelle: la maison dans laquelle se trouve le CIRA appartenait à Marie-Christine Mikhailo, décédée voilà deux ans.

Nous avons pu y développer notre travail et nos collections depuis dix-sept ans sans gros soucis d'argent, grâce à la générosité de Marie-Christine. Maintenant, nous devons acheter le terrain du CIRA pour pouvoir y rester et continuer notre travail au service de la mémoire anarchiste. Notre objectif est de rassembler 100 000 euros afin que la maison et le terrain deviennent propriété du CIRA, sinon nous serions dans l'obligation de partir, mettant les archives en grand danger. De plus, il s'avère difficile de trouver d'autres possibilités à des prix abordables.

Nous comptons sur votre solidarité.  
D'avance merci.

Bruno, du groupe Nada

Où verser votre solidarité?  
• par virement bancaire (pas de chèques):

Banque Coop, Bâle  
Compte 310985.29.00.90.6  
Iban ch 20 08440310 985290090  
Swift coopch bb, clearing 8448  
• ou mandat international:  
Marianne Enkell  
c/o CIRA,  
Avenue de Beaumont 24,  
1012 Lausanne, Suisse

infos/contact: <http://www.cira.ch/>  
tél.: 0041.215501804 (16h à 19h)

## Turquie : justice militaire...

L'OBJECTEUR HALIL SAVDA est incarcéré depuis le 7 décembre 2006, à la prison militaire de Corlu (voir *Union pacifiste*, n°s 445 à 448). Le harcèlement des juges militaires se poursuit : le 15 mars, la cour appel le condamne à quinze mois et quinze jours de prison. Soit douze mois pour désertion (alors qu'il s'agit d'insoumission) et trois mois et demi pour désobéissance continue.

Une trentaine de manifestants de la plateforme pour l'objection de conscience ont organisé une marche d'Istanbul à Corlu. Au départ tout s'est déroulé sans incident, mais à l'arrivée la police les a escortés jusqu'au parc face au tribunal militaire, où le rassemblement

s'est maintenu trois heures dans l'attente de l'audience. Seules quinze personnes ont pu accéder à la salle où siégeait la cour.

Parallèlement, un groupe de nationalistes traversait le barrage de police et attaquait les pacifistes restés à l'extérieur. Alors qu'aucun des assaillants n'était arrêté, sept non-violents ont eu droit à des jets de gaz lacrymogènes et à des tabassages par les policiers.

À l'issue de la séance du tribunal, les objecteurs turcs ont pu faire une déclaration à la presse, puis se sont rendus à la station d'autobus, toujours escortés par les bleus. Là, un autobus a été attaqué par les « patriotes » et endommagé par une pierre.

Le 12 avril, Halil Savda a été condamné à six mois supplémentaires : cette sentence constitue une nouvelle violation du droit communautaire et international.

Pour obtenir la libération de M. Halil Savda, messages urgents à adresser à :

M. Ahmet Necdet Sezer, président de la République, c/o SE ambassadeur de Turquie, 16, avenue de Lamballe, 75016 Paris.

Par fax au bureau du Premier ministre :  
00 90 312 417 0476

Pour soutenir notre ami, lettres ou cartes postales à : Halil Savda, 5 Korludu Komutangi, Askeri Cezaeri, Corlu - Tekidag (Turquie)

Connection-eV.de

« SUR LE BORD DU CANAL Saint-Martin, à Paris », il y a des hommes et des femmes qui survivent dans leur salon de toile, en buvant des cocktails de courants d'air... Malgré les médias (mode éphémère des temps préélectoraux), malgré les candidats (également éphémères), malgré les promesses (toujours éphémères), malgré l'abondance capitale de cette région du monde.

Et dans un coin de ce quai de Jemmapes, approximativement devant le numéro 52 où

montent vers le ciel annexé des immeubles hideux, un homme a posé son corps dans la balance de l'interpellation : Casquette, c'est son surnom, animateur par ailleurs de Radio Libertaire, fait une grève de la faim sous la tente et parfois sur la margelle du quai. Il a bon moral, il boit de l'eau et il tempête contre cette société mer-



veilleuse de télévision et de monarchie démocratique. Allez le soutenir, lui dire un mot ou deux; il ne demande rien d'autre qu'un peu de bruit dans le désert...

Envoyez-lui des courriels; il les recevra et ça lui fera, à n'en pas douter, du bien: casquette89.4@no-log.org

Serge

# Radio libertaire

## Jeudi 19 avril

**Chronique hebdo à 10 heures :** Analyse libertaire de l'actualité. Par Jacques et Gérard.

**Si vis pacem à 18 heures :** Attaquer les profiteurs de guerre avec l'IRG.

**Les enfants de Stonewall - BodyFreaks à 19 h 30 :** Sexualité choisie. « BodyFreaks » reçoit Maîtresse Nikita, pour une présentation de son livre, coécrit avec Thierry Schaffauser, *FièrEs d'être putes* (émission en différé).

**Epsilon à 22 heures :** Électrons libres. 22h - 22h30 Festival Sonic Protest; 22h30 - 23h: Jeanvasbruler (interview); 23 heures - minuit: Paysagisme vol. 10 : « Home sweet home » (home field recording, by Ravi Shardja); oh et + Bandes sans fin « encore un peu plus de bruit » (avec Latrine Ringer, Zaz zetoun mind, Terminal outputs, Kunt, 804 Richmond experimental & noise, Napalmed, Fred Nipi, Zdefekt).

## Vendredi 20 avril

**Place aux fous à 13 heures :** PAF Musique. Éric reçoit le groupe Stuck In The Sound, pour son album *Nevermind The Living Dead*. Une formation étonnante, un peu comme si Jeff Buckley jouait avec les Pixies. Un groupe à la personnalité marquée, dont le 1<sup>er</sup> disque est un brûlot.

## Samedi 21 avril

**Chroniques rebelles à 13 h 30 :** Débats, dossiers, rencontres... Entretien avec Serge Utgé-Royo.

**Deux sous de scène à 15 h 30 :** Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

## Dimanche 22 avril

**Folk à lier à 12 heures :** Musiques traditionnelles. Présentation du groupe breton Dremmwel.

**Tempête sur les planches à 14 heures :** Actualité du théâtre et de la danse. La Tempête des portraits: quatre femmes par la danse, une par le théâtre et un homme, aussi. Entre autres: la bandit indienne Phoolan Devi, avocate des intouchables; Janis Joplin; l'écrivaine brésilienne Clarice Lispector et le jazzman Charles Mingus. Trois manières différentes d'approcher une personnalité.

**Le Mélange à 17 heures :** L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

**Désaxés à 20 h 30 :** Le ciné en zone libre. L'actualité du Septième Art, par Nachi et Raki (<http://www.cine-libertaire.org>).

## Lundi 23 avril

**Lundi matin à 11 heures :** Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

**Le Monde merveilleux du travail à 19 h 30 :** Pour être rebelle. Syndicalisme et musique: Fred Alpi et la section ANPE de la CNT animeront l'émission le Monde merveilleux du travail, sur la plus rebelle des radios, à l'occasion de la sortie de son dernier album.

**Ça urge au bout de la scène à 21 heures :** Magazine de la chanson vivante. Invité des Bernard: Fred Alpi, pour son parcours musical.

**De la pente du Carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 :** Humour et humeur noirs... La revue de presse, pardon... les OSB de la semaine, par la bande des Carmélites Pentus.

## Mardi 24 avril

**Le Parisien libertaire à 8 heures :** Faut libérer Paris. Passage en revue non exhaustif et militant de l'actualité parisienne. L'actualité des luttes à Paris. L'agenda militant. Et le 10000<sup>e</sup> tour... Abstention!

**Paroles d'associations à 19 h 30 :** Magazine de la vie associative et culturelle. Jacques Lesage de La Haye parlera de son livre *la Mort de l'asile*.

**Jazz en liberté à 22 h 30 :** Free jazz et musiques improvisées. Par Gérard Terronès.

## Mercredi 25 avril

**Les Destinées de l'Histoire à 8 heures :** Chroniques historiques. Invité: Alain Rey, pour *Mille ans de langue française, histoire d'une passion*. Alain Rey, Frédéric Duval, et Gilles Siouffi nous font entièrement revisiter une histoire de l'Hexagone, des Gaulois à aujourd'hui, dans 1 320 pages passionnantes qui permettent de comprendre, sous d'autres angles, et libérés des historiographies qui ne mettaient en valeur que les vainqueurs, toutes les grandes étapes de l'histoire de ce pays.

**Blues en liberté à 10 h 30 :** Émission musicale blues. Louisiana Red, de la nation indienne à l'Allemagne. Paix, amour et Saint-Esthèphe. Par Thierry Poré.

**Le Manège à 14 heures :** Littérature & cinéma. Lectures jeunesse: Mikael Ollivier, directeur de la nouvelle collection « Nouvelles » (éditions Thierry Magnier), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

**Léo 38 à 16 heures :** À l'heure du goûter. Avec Shanti D., reggae et autres... lève ton doigt en l'air, libertaire!

**Femmes libres à 18 h 30 :** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Nadia Chaabane abordera la question du relativisme culturel, présentera le livre de Ayaan Hirsi Ali *Ma vie rebelle* et recevra (sous réserve) Christine Jaama de *Voix de Femmes*.

**Ras les murs à 20 h 30 :** Émission exceptionnelle. Avec la participation de Floréal, nous recevons Gérard Cognyl, maire et défenseur de l'anarchisme participatif.

89.4 MHz en région parisienne  
[rl.federation-anarchiste.org](http://rl.federation-anarchiste.org)

## **Jeudi 26 avril** Paris 5<sup>e</sup>

Présentation du livre à *Loin des censier battus* par la section CNT de l'université Paris 3, suivi d'un débat sur « Les perspectives de notre mouvement un an après le CPE » de 17 heures à 19 heures, salle 307, à la Sorbonne-nouvelle, et d'une projection de films sur le mouvement anti-CPE et contre la précarité de 19 heures à 21 heures à la Cinémathèque de Censier. Métro Censier-Daubenton, ligne 7.

## **Vendredi 27 avril** Joyeuse (07)

Projection de *Ni Vieux Ni Traîtres* de P. Carle et G. Minangoy suivie d'un débat sur, entre autres, la situation des prisonniers révolutionnaires avec l'un des protagonistes du film, Jean Halfen. Table de presse du groupe d'Aubenas de la FA. À 20h30 Montée Cluchet.

## Paris 20<sup>e</sup>

Au Café-Expo La Mer à Boire se déroulera le vernissage de l'exposition *Paroles de maîtres du monde*. Au programme, les 30 dessins originaux tirés du livre éponyme paru l'année dernière. Les festivités débiteront en fin de journée, au 1/3, rue des Envierges.

## Saint-Denis (93)

« Le commerce équitable, le commerce inéquitable », par Christian Jacquiau auteur du livre *les Coulisseries du commerce équitable. Mensonges et vérités sur un petit business qui monte*, à 19h30, à la Bourse du Travail de Saint-Denis, rue Genin (métro ligne 13, station Porte-de-Paris). Soirée organisée par la Société de défense des laïques non croyants, non croyantes et athées.

## **Samedi 28 avril** Saint-Denis (93)

Meeting de la Fédération anarchiste, de 19h30 à 22 heures, grande salle de la Bourse du Travail de Saint-Denis, rue Genin (métro ligne 13, station Porte-de-Paris). Gestion directe, service public, partage des richesses, l'État et son rôle répressif. Une soirée pour « Agir au lieu d'élire ».

## **Mardi 1<sup>er</sup> mai** Paris 19<sup>e</sup>

La Fédération anarchiste appelle à sa traditionnelle manifestation libertaire le 1<sup>er</sup> mai, à 11 heures, Place des fêtes.

## Paris 18<sup>e</sup>

« Premier mai jour Ferré. » Des artistes interpréteront Léo: Michel Bühler, Serge Utgé-Royo, Bruno Daraquy, Francesca Solleville, Yvan Dautin, Natacha Ezdra, François Gaillard, à 19 heures, au Trianon, 80, boulevard de Rochechouart. Entrée à partir de 17h30 (accueil, bar. Expo, livres, disques, DVD... sur Léo Ferré). Tarif normal: 20 euros. Réservation disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Strasbourg (67)

10 heures: cortège libertaire place de la Bourse. 12 heures: repas collectif à prix libre au Molodoï (19 rue du Ban-de-la-Roche). 14 heures: débat au Molodoï sur les espaces alternatifs: échange entre le Molodoï et le centre autonome KTS de Fribourg. 19 heures: Fribourg (Allemagne) Belfortstr./Wilhelmstr. « Love or hate parade » pour les espaces libres autonomes et contre la casse sociale.

## Toulon (83)

Journée de lutte et de solidarité internationale. Le groupe Nada appelle à manifester à 10 heures, place de la Liberté, suivi d'un pique-nique. <http://groupenadatoulon.lautre.net/>

## Chambéry (73)

À 10 heures, place de la Sasson, manifestation suivi d'un pique-nique libertaire (en haut de Buisson-Rond), repas partagé: chacun amène quelque chose à manger. Table de presse.

## **Jeudi 3 mai** Merlieux (02)

Rencontre avec Yves Couraud, auteur du *Guerrier souriant*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 03 23 80 17 09.

## **Samedi 5 mai** Paris 18<sup>e</sup>

Rencontre-débat avec Célia Izoard qui nous parle de son ouvrage *la Révolte luddite; briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* à 15h30, à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

## Nîmes (30)

Rencontre-débat avec le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste. Avec deux courtes interventions (l'abstention et l'autogestion), à 20 heures précises à la salle 2 du centre Pablo-Néruca. Entrée libre, table de presse.

## **Samedi 12 mai** Rouen (76)

« Les milieux libres au début du XX<sup>e</sup> siècle », par l'auteure Cécile Beaudet (Éd. libertaires) à 14h30, à la librairie l'Insoumise, au 128, rue Saint-Hilaire.

## Dijon (21)

Conférence-débat avec Hugues Lenoir sur le thème « Qu'est-ce que l'anarchisme? », à 18 heures, au local libertaire, 61, rue Jeanin.

## Ivry-sur-Seine (94)

À l'occasion du dixième anniversaire de l'émission *De rimes et de notes*, soirée de soutien à Radio libertaire, avec Hélène Maurice accompagnée au piano par Dominique Fauchard, Jacky Feydi qui interprète Jean-Roger Caussimon, et Fred Musset, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 15 euros (tarif unique). Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur [www.forumleoferre.com](http://www.forumleoferre.com).

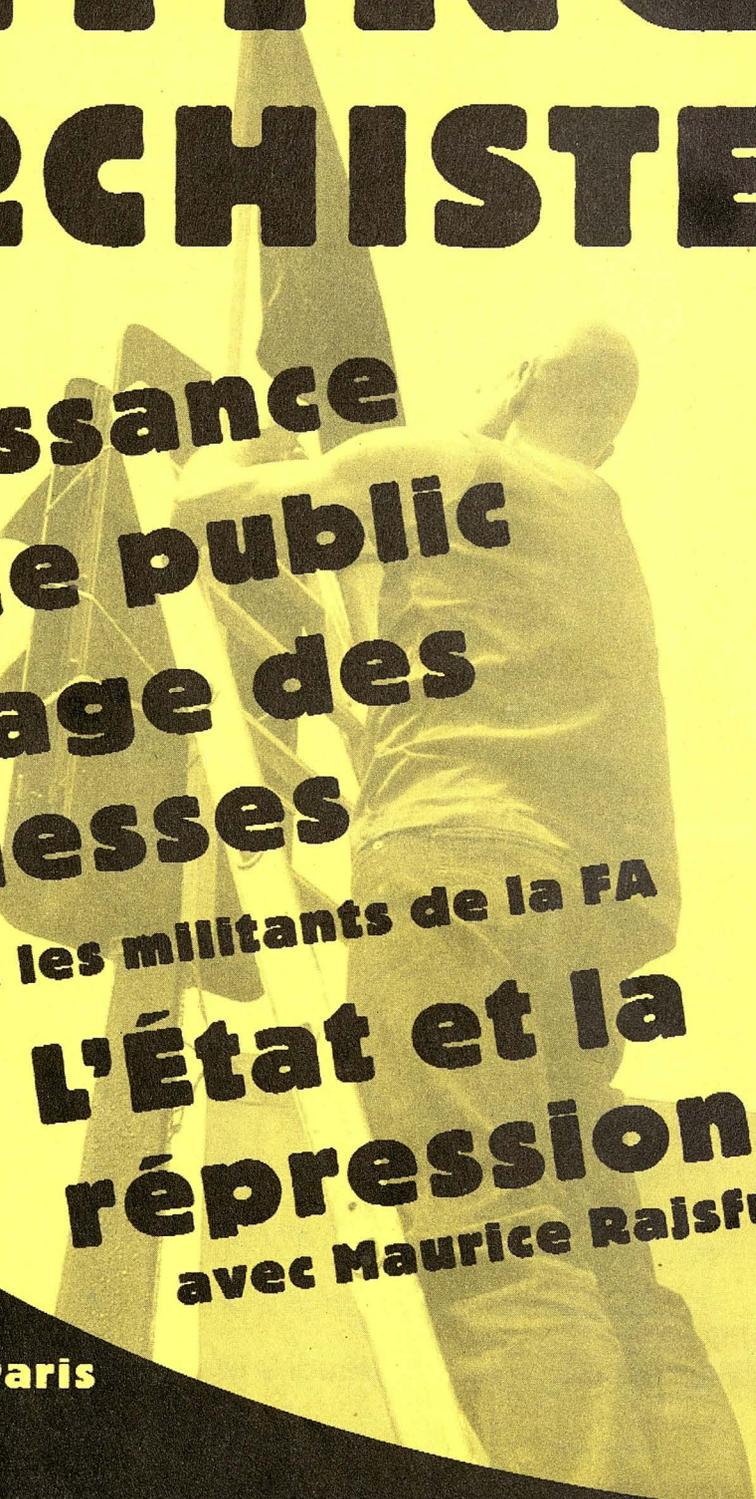
## Marseille 1<sup>er</sup>

« L'affaire Sacco et Vanzetti: regards nouveaux », conférence-débat avec Ronald Creagh à 17 heures, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

## **Jeudi 7 juin** Merlieux (02)

Rencontre avec Frédéric H. Fajardie, auteur des *Foulards rouges*, du *Voleur de vent*, etc., de 18 à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 03 23 80 17 09.

# MEETING ANARCHISTE

A faint, yellow-tinted background image of a person from behind, holding a flag aloft. The person is wearing a light-colored jacket and dark pants. The flag is partially visible, showing some horizontal stripes.

- ★ **Décroissance**
- ★ **Service public**
- ★ **Partage des richesses**

avec les militants de la FA

- ★ **L'État et la répression**  
avec Maurice Rajsfus

**Bourse  
du Travail  
de Saint-Denis**

rue Genin, M° Porte-de-Paris

**19 heures**

**SAMEDI 28 AVRIL**  
Fédération anarchiste